



Rapport d'orientations budgétaires 2021



service public d'eau potable

Tables des matières

1 PERIODE 2015-2020 - EQUILIBRES BUDGETAIRES	5
ET POLITIQUE D'INVESTISSEMENT EN INFRASTRUCTURE	5
1.1 Le niveau d'investissement 2015-2020	5
1.1.1 Cartographie des investissements 2015-2020	5
1.1.2 Les grandes opérations d'investissement en Production et en Transport	5
1.1.3 Les volumes d'investissement en Distribution	6
1.1.4 Etat d'actif	7
1.2 Les ratios financiers d'épargne depuis 2015	8
1.2.1 Définitions	8
1.2.2 Présentation	8
1.2.3 Des niveaux d'épargne encore satisfaisant en 2020	10
1.3 Les ressources pour pérenniser le financement	10
1.3.1 La politique tarifaire	10
1.3.2 L'utilisation des marges de manœuvre	11
1.3.3 Des recettes exceptionnelles	12
1.3.4 La recherche de financements extérieurs	13
1.4 Des dépenses contraintes en exploitation de services	14
1.4.1 Structures des charges	14
1.4.2 Des charges fixes	14
1.4.3 Des charges variables	15
1.5 Les Comptes administratifs prévisionnels	15
1.5.1 Budget principal Production-Transport	15
1.5.2 Budget annexe Distribution	17
2 ORIENTATIONS STRATEGIQUES	18
2.1 Fournir, à tous les morbihannais, de l'eau de qualité, en quantité suffisante, au juste prix, aujourd'hui et pour les générations futures	18
2.1.1 Ressource, Production, Transport et Sécurisation	18
2.1.2 Distribution	20
2.1.3 Exploitation	20
2.2 Eau du Morbihan = un outil de mutualisation du service de l'aménagement et du développement des territoires	21
2.2.1 Une politique d'investissement ambitieuse pour faire face aux enjeux, et des tarifs soutenables et durables	21
2.2.2 Eau du Morbihan, acteur de la sécurisation pour tous les Morbihannais	21
2.2.3 Eau du Morbihan : outils, partenaires et conseils	22
3 LA TRAJECTOIRE BUDGETAIRE SUR LA PERIODE 2021-2025	23
AU SERVICE DES ORIENTATIONS STRATEGIQUES	23
3.1 Maintenir les indicateurs financiers « au vert »	23
3.1.1 Gestion du risque et évaluation de la performance	23
3.1.2 Fixer des objectifs et une trajectoire budgétaire	24
3.1.3 Préserver des marges de manœuvre	26
3.2 Un encours de dette qui doit rester maîtrisé	26
3.2.1 Un encours à la hauteur des ambitions du Syndicat en matière d'investissement	26
3.2.2 Evolution prévisionnelle de la dette	30
3.2.3 Conserver un ratio de solvabilité acceptable pour les partenaires	30

3.3 L'évolution prévisionnelle des recettes d'exploitation et la politique tarifaire	31
3.3.1 Evolution attendue du TFEG	31
3.3.2 Orientations tarifaires à destination des abonnés du service de Distribution	32
3.4 L'évolution prévisionnelle des dépenses d'exploitation	33
3.4.1 La rémunération des exploitants	33
3.4.2 Les achats d'eau	34
3.4.3 Focus sur les dépenses du personnel et l'évolution des ressources humaines	34
3.4.4 Les partenariats	35
3.5 PPI : Maintenir les investissements par la réalisation de projets structurants	35
3.5.1 Le PPI en Production-Transport	35
3.5.2 le PPI en Distribution	38
En conclusion	39

Le Débat d'Orientations Budgétaires (DOB) constitue la première étape du cycle budgétaire annuel des collectivités territoriales et des établissements publics.

Prévu par l'article L.2312-1 du Code général des collectivités territoriales, le DOB a vocation à éclairer les élus locaux dans les choix budgétaires et financiers qui détermineront les priorités pour l'année à venir. Il se tient dans les deux mois précédant le vote du Budget Primitif, permettant ainsi aux membres du Comité Syndical d'appréhender les conditions d'élaboration des budgets.

Les budgets 2021 seront présentés aux membres du Comité Syndical lors de la réunion du 26 mars 2021.

L'intérêt général visé par Eau du Morbihan repose sur un principe : de l'eau pour tous et au meilleur prix, et sur 2 enjeux principaux :

- L'amélioration continue du service public rendu à l'abonné : permettre une amélioration continue et progressive de la qualité, la pertinence, l'équité ou encore la proximité du service, autrement dit, trouver l'adéquation entre les services rendus et les besoins effectifs de la population ;
- La continuité du service public : prévenir l'activité contre tout événement pouvant entraîner un dysfonctionnement ou une discontinuité du service public de Production, de Transport et de Distribution d'eau potable.

A ce titre, Eau du Morbihan exerce pour ses membres 2 compétences, qui font l'objet de 2 budgets distincts :

- ✓ La Production et le Transport, compétences obligatoires, retracées au sein du Budget Principal ;
- ✓ La Distribution, compétence à la carte, déclinée dans un budget annexe.

Même si certaines données financières et statistiques peuvent être consolidées entre les 2 budgets, un certain nombre de thématiques font l'objet de présentations distinctes, pour les raisons suivantes :

- Les 2 budgets sont financièrement autonomes ;
- La Distribution, compétence à la carte, ne concerne pas tous les membres de Eau du Morbihan ;
- Les situations financières et les enjeux budgétaires des 2 budgets sont différents.

Au 31 décembre 2020, la situation financière demeure maîtrisée mais le contexte appelle à la vigilance. Le budget Production-Transport ne pourra absorber l'évolution régulière de ses dépenses d'exploitation sans mesures de correction sur le tarif de fourniture d'eau en gros (TFEG) ou sur le plan pluriannuel d'investissement (PPI). De ce fait, la baisse du niveau d'épargne en 2020, et dans les années à venir, diminue d'autant les marges de manœuvre dont disposera le Syndicat demain, pour conduire sa politique tarifaire comme il le souhaite et maintenir chaque année un important niveau d'investissement sur son territoire.

Si les orientations budgétaires qui suivent s'appuient sur plusieurs éléments de contexte et sur la situation financière actuelle du Syndicat, elles doivent également permettre de décliner, au niveau financier, les priorités fixées par les élus.

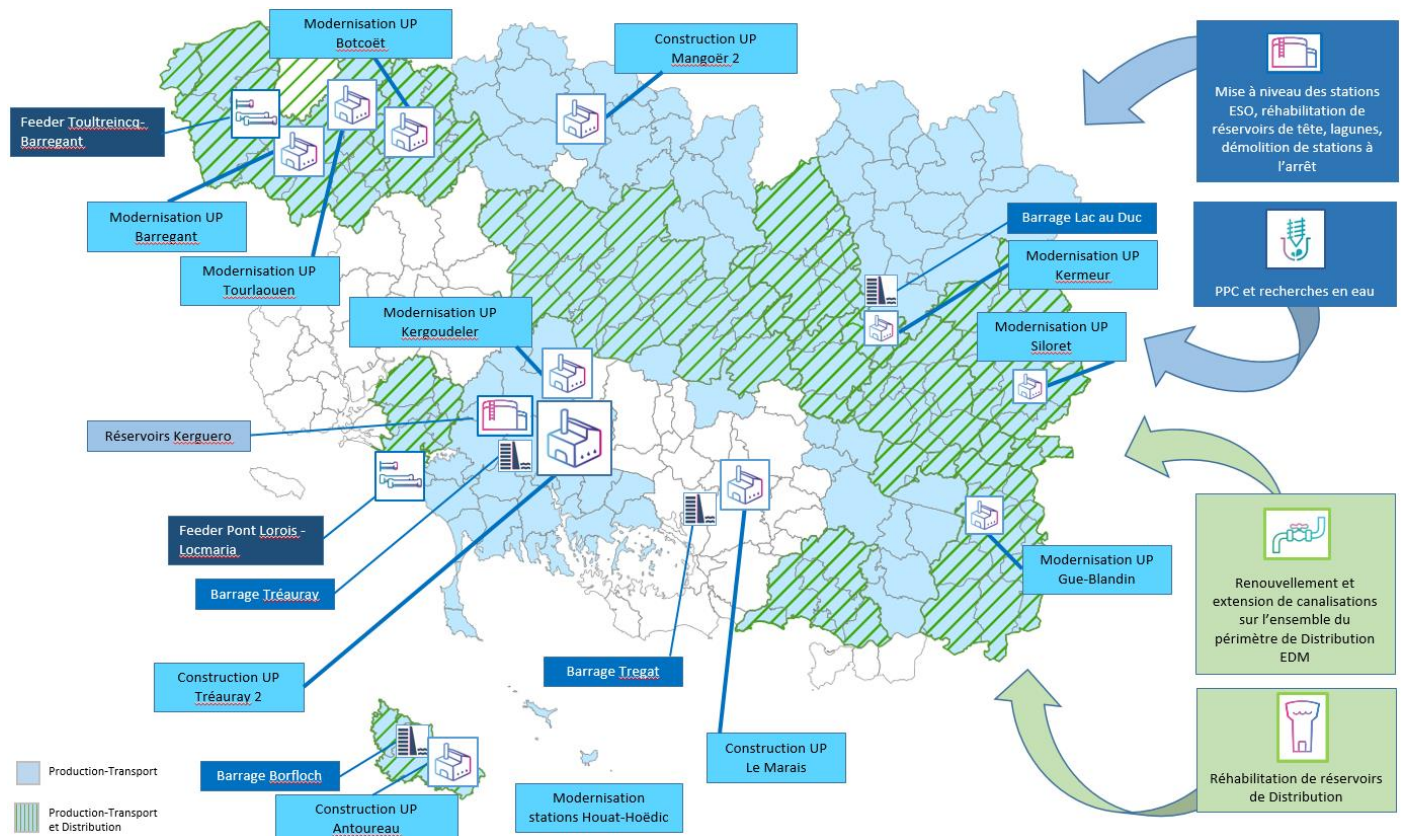


1 PERIODE 2015-2020 - EQUILIBRES BUDGETAIRES ET POLITIQUE D'INVESTISSEMENT EN INFRASTRUCTURE

Maîtrise des charges et donc des tarifs, capacité d'autofinancement pérenne destinée à soutenir un programme d'investissement ambitieux et performance du service public, sont autant d'indicateurs de la solidité économique du modèle Eau du Morbihan depuis 2012.

1.1 Le niveau d'investissement 2015-2020

1.1.1 Cartographie des investissements 2015-2020

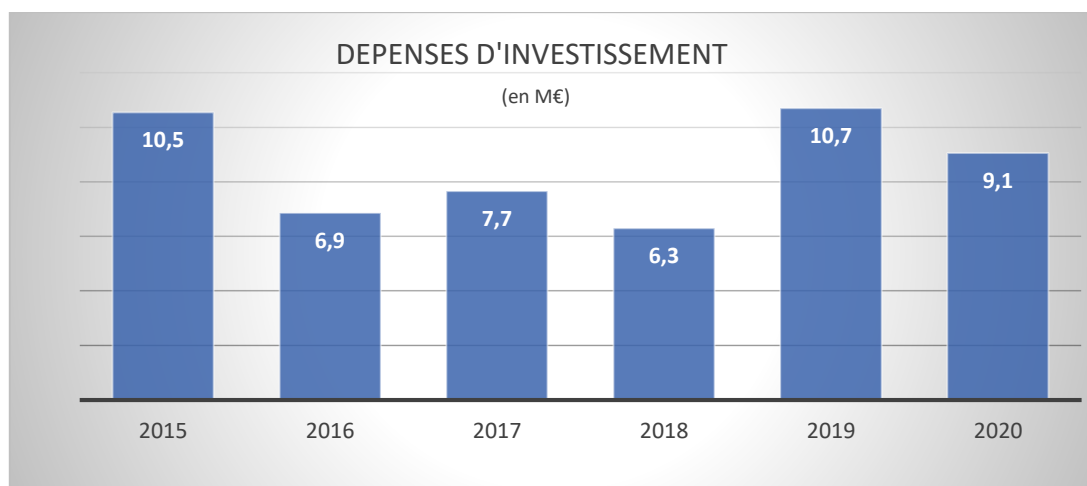


1.1.2 Les grandes opérations d'investissement en Production et en Transport

En 2020, la Production d'eau potable est assurée par 13 unités de Production (UP) à partir d'eau de surface et 35 UP à partir d'eau souterraine, gérées par Eau du Morbihan. Elle est complétée par des achats d'eau extérieurs. Les infrastructures d'interconnexions et de sécurisation se composent de 211 km de canalisation de gros diamètres, 8 sites de surpression et 10 ouvrages de stockage.

Depuis 2012, Eau du Morbihan s'engage dans une politique patrimoniale ambitieuse visant à :

- Assurer la protection et la disponibilité de la ressource ;
- Doter le territoire des infrastructures nécessaires pour fournir aux morbihannais de l'eau en quantité suffisante ;
- Diversifier ses sources de Production en mobilisant notamment les ressources souterraines pour soulager les ressources superficielles ;
- Optimiser les infrastructures existantes et les moderniser afin de répondre aux besoins des territoires et aux exigences sanitaires ;
- Entretenir et mettre à niveau les infrastructures de stockage ;
- Développer et optimiser les infrastructures de transport et d'interconnexions.



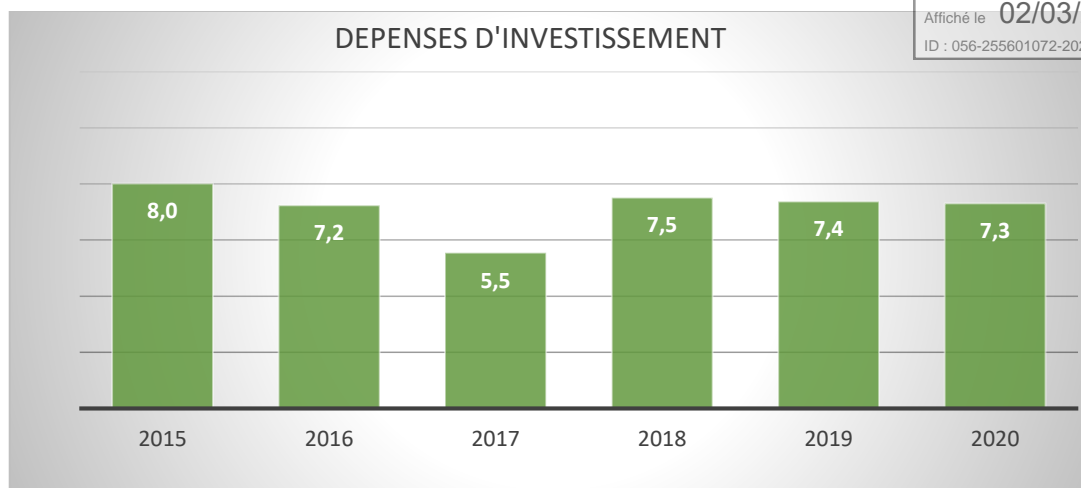
Sur la période 2015-2020, Eau du Morbihan a réalisé plus de 40 M€ de travaux, pour adapter ses infrastructures aux besoins et aux enjeux de demain, dans les domaines suivants :

- Recherche en eau
- Etablissement de périmètres de protection de prélèvement de l'eau brute dans le milieu naturel (PPC) ;
- Réhabilitation d'unités de Production et construction de nouvelles unités ;
- Confortement et sécurisation de barrages ;
- Effacement de barrages et seuils, et renaturation de site ;
- Mise à niveau des stations d'eau souterraine ;
- Réhabilitation de réservoirs de tête ;
- Construction de feeders d'interconnexions et de réservoirs de sécurisation.

1.1.3 Les volumes d'investissement en Distribution

La Distribution recouvre l'acheminement de l'eau produite ou issue du réseau d'interconnexions, distribuée aux abonnés via 6 900 km de réseaux.

Les investissements sont financés selon une enveloppe annuelle globale répartie entre les territoires selon le linéaire de canalisation, le nombre d'abonnés et l'indice linéaire de perte.



L'enveloppe annuelle, dont le montant moyen s'élève à un peu plus de 7 M€ sur la période 2015-2020 :

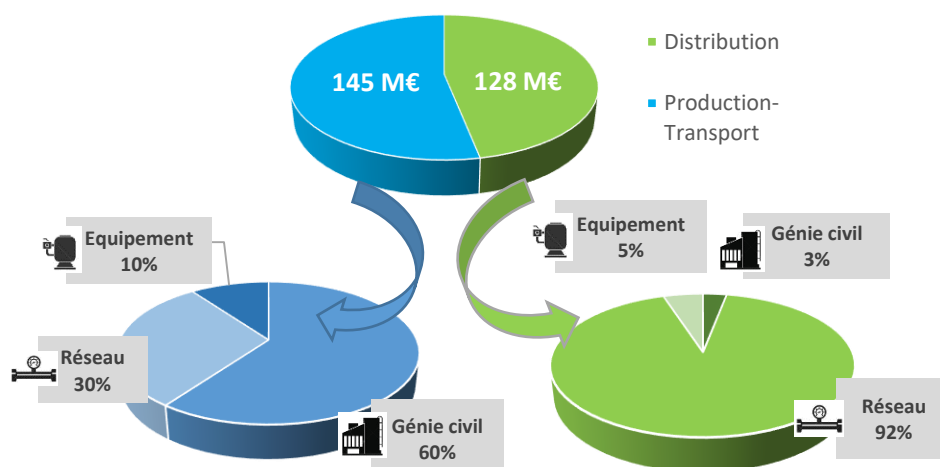
- Est principalement dédiée aux travaux d'extension, renforcement et renouvellement de canalisation (85 %),
- Intègre également une part de travaux exceptionnels pour les réservoirs notamment (7 %),
- Prévoit une réserve pour les travaux de desserte intérieure des lotissements réalisés sous convention et totalement remboursée (8 %).

1.1.4 Etat d'actif

L'état d'actif reflète la politique d'investissement soutenue de Eau du Morbihan. Pour mettre en perspective ce niveau d'investissement depuis 2012, il convient de noter que l'actif mis à disposition ou transféré par les membres pesait un peu moins de 156 M€ en 2012.

Bien que d'un niveau inférieur à l'exercice précédent en raison des récents changements de périmètres et des sorties d'inventaires correspondantes, l'état d'actif s'élève au 31 décembre 2020 à 264 M€.

Etat d'actif au 31 décembre 2020
(en M€)



Montants moyens des investissements financé par Eau du Morbihan depuis 2012	
Production-Transport	5,6 M€ / an
Distribution	6,5 M€ / an
Total	12,1 M€ / an

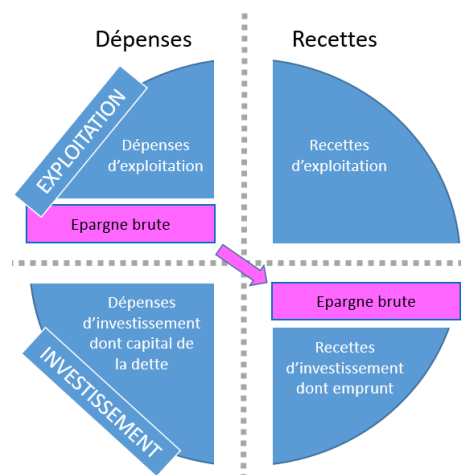
1.2 Les ratios financiers d'épargne depuis 2015

1.2.1 Définitions

Épargne de gestion : elle correspond à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement hors travaux en régie et hors charges d'intérêts. Elle mesure l'épargne dégagée dans la gestion courante hors frais financiers.

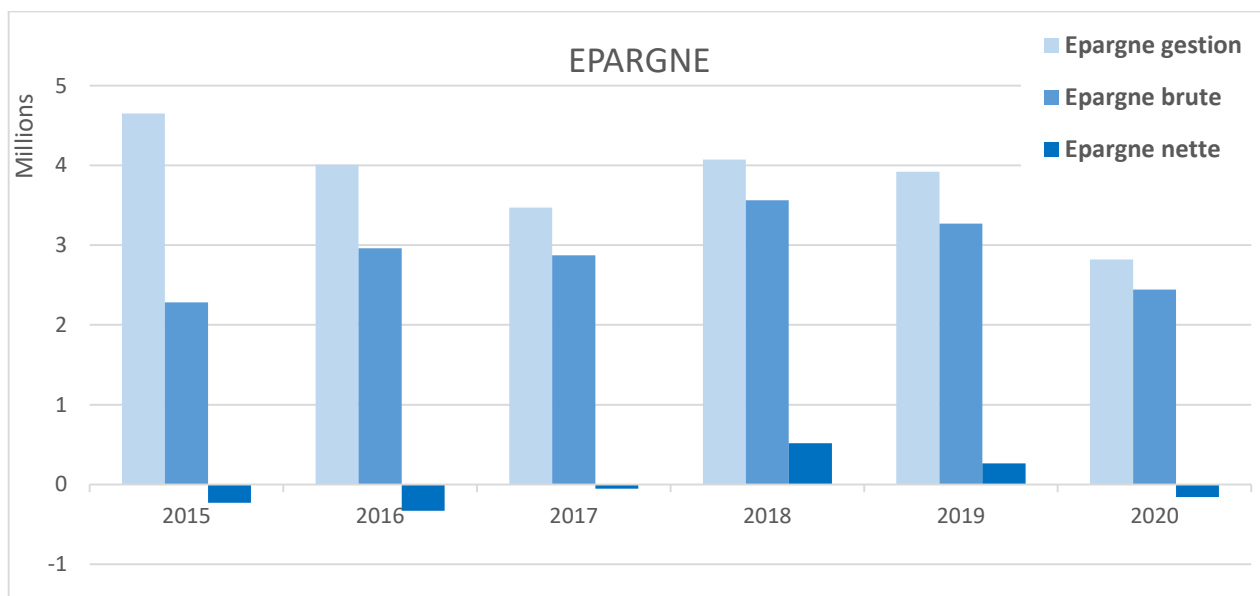
Épargne brute : elle correspond à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement hors travaux en régie, autrement dit l'épargne de gestion sans les charges d'intérêts. Appelée aussi « autofinancement brut » ou « CAF brute », l'épargne brute est affectée à la couverture d'une partie des dépenses d'investissement, en priorité, le remboursement de la dette, et pour le surplus, les dépenses d'équipement.

Épargne nette : elle correspond à l'épargne de gestion après déduction de l'annuité de dette, ou épargne brute après déduction des remboursements de dette. L'annuité et les remboursements sont pris hors gestion active de la dette. Elle mesure l'épargne disponible pour l'équipement brut après financement des remboursements de dette.



1.2.2 Présentation

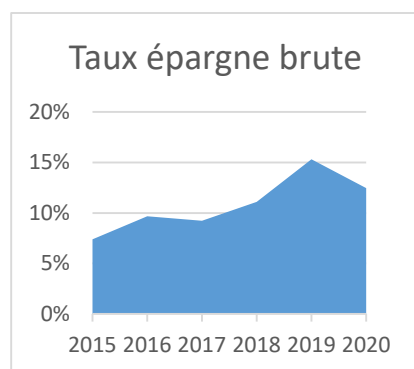
Budget Principal Production-Transport



L'année 2015 était une année exceptionnelle en terme de régularisation d'emprunts, elle enregistre un important décalage entre l'épargne de gestion et l'épargne brute.

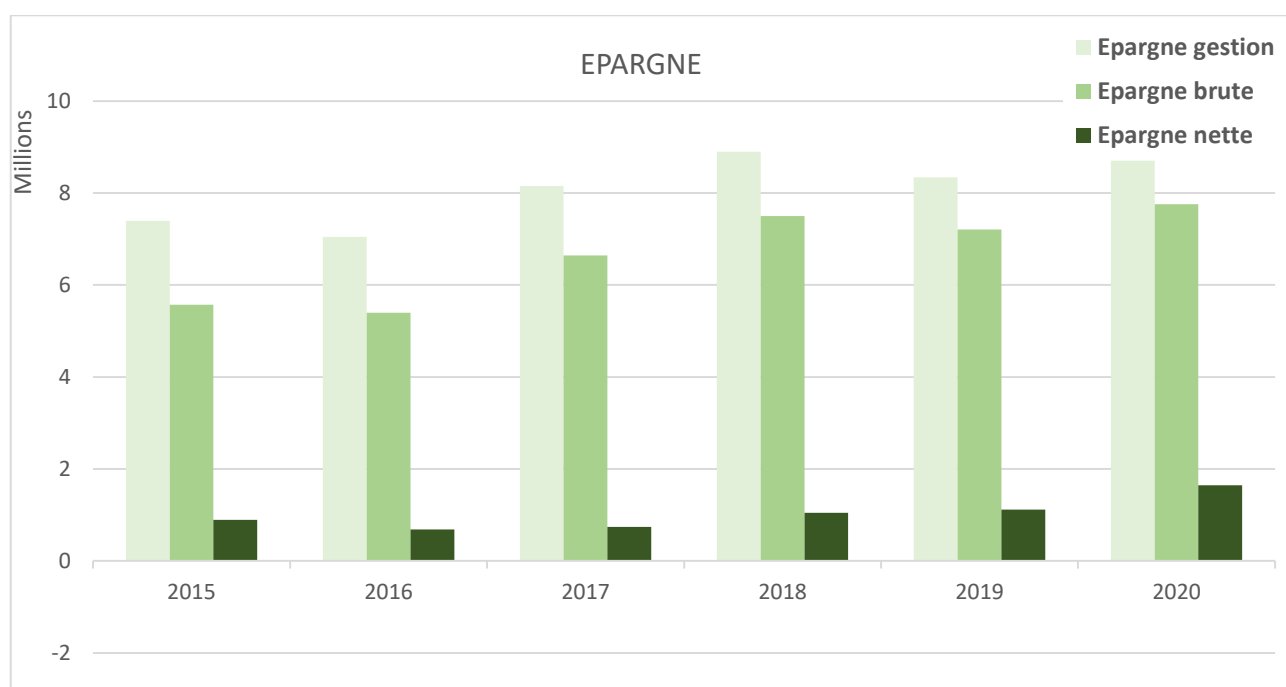
Mais globalement, l'épargne de gestion diminue sur la période, en raison notamment des charges d'exploitation qui augmentent plus vite que les recettes. L'épargne brute ne présente pas la même courbe puisque le poids des intérêts d'emprunt s'amenuise au cours de ces dernières années, dans un contexte de taux moyen historiquement bas.

En 2020, les ratios chutent encore avec la réduction du périmètre en Production-Transport, mais l'écart entre l'épargne de gestion et brute se réduit encore, puisqu'une partie de la dette est transférée aux collectivités sortantes.

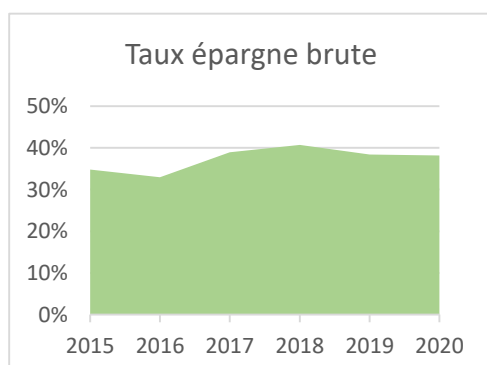


Le taux d'épargne brute se calcule de la manière suivante : épargne brute sur recettes réelles de fonctionnement que l'on apprécie en se référant à un seuil d'alerte en dessous duquel on ne doit pas descendre, soit entre 10 % et 7 % selon le niveau d'endettement et sa capacité à se désendetter.

Budget Distribution



Les ratios d'épargne de gestion sont élevés sur toute la période, et ils contribuent directement au financement, chaque année, des investissements et plus précisément au remboursement de la dette en capital. On remarque à ce titre l'écart entre l'épargne de gestion et l'épargne nette, qui correspond à l'annuité de la dette, soit plus de 7 M€ en 2020. L'épargne nette reste largement positive sur toute la période et connaît même une belle croissance, pour atteindre 1.6 M€ en 2020.



Le taux d'épargne brute est confortable mais, comme expliqué précédemment, il concourt majoritairement au remboursement de la dette.

1.2.3 Des niveaux d'épargne encore satisfaisant en 2020

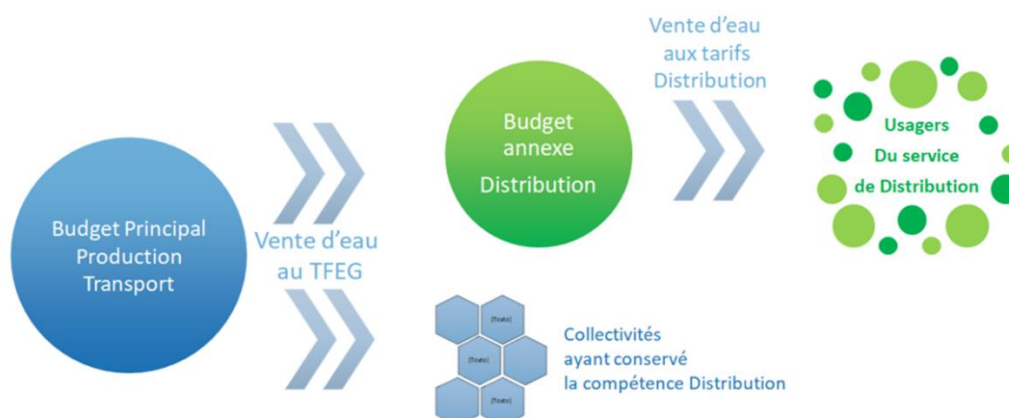
Par définition, le niveau d'épargne brute témoigne de l'aisance de la section d'exploitation à absorber de nouvelles dépenses de fonctionnement et de la capacité du Syndicat à investir ou à se désendetter si la situation le demande.

Les situations sont assez différentes entre les 2 budgets :

- Le Budget Production-Transport présente une situation financière qui demande un réajustement, notamment au regard de l'épargne nette qui passe en négatif en 2020 -> une situation qui peut évoluer favorablement avec :
 - ✓ Une diminution de l'encours de dette (impact sur les futurs investissements) ;
 - ✓ Une diminution des dépenses (rationalisation des dépenses, recherches de leviers) ;
 - ✓ Une augmentation des recettes en section d'exploitation (tarifs).
- Le Budget Distribution se porte bien et ses niveaux d'épargne sont même en progression constante.

1.3 Les ressources pour pérenniser le financement

1.3.1 La politique tarifaire



Un TFEG qui a peu évolué depuis 2012.

Présenté aux membres du Comité Syndical et voté pour l'année 2021 en séance du 8 décembre 2020, le tarif de fourniture d'eau en gros (TFEG) appliqué aux volumes d'eau vendus par le Budget Principal, conditionne les recettes nécessaires à la couverture des coûts communs de Production, Transport, achats d'eau extérieurs et sécurisation, tant en fonctionnement qu'en investissement.

Etabli à 0,60 € HT / m³ en 2012, puis à 0,61 € en 2014, le TFEG avait été ensuite augmenté de 1 centime d'euro en 2019. Déjà appréhendée et anticipée à l'occasion de la présentation des précédents DOB, l'augmentation de 2 centimes votée par le Comité Syndical pour 2021 se justifie par un contexte financier en constante évolution, caractérisé par :

- Un fonds de roulement en diminution chaque année (voir point suivant) et affecté en priorité aux investissements du Plan Pluriannuel d'Investissement ;
- Une hausse mécanique des dépenses de gestion liée aux rémunérations des exploitants, aux charges internes (électricité, carburant, télécommunication, ...) et aux charges de personnel ;
- Une évolution du périmètre de Eau du Morbihan en 2020 qui occasionne une diminution des recettes d'exploitation.

TFEG	
2020	2021
0,62 € HT / m ³	0,64 € HT / m ³

Encadrement des orientations tarifaires en Distribution : délibération du 4 décembre 2015

En 2015, le Comité Syndical a adopté les principes suivants :

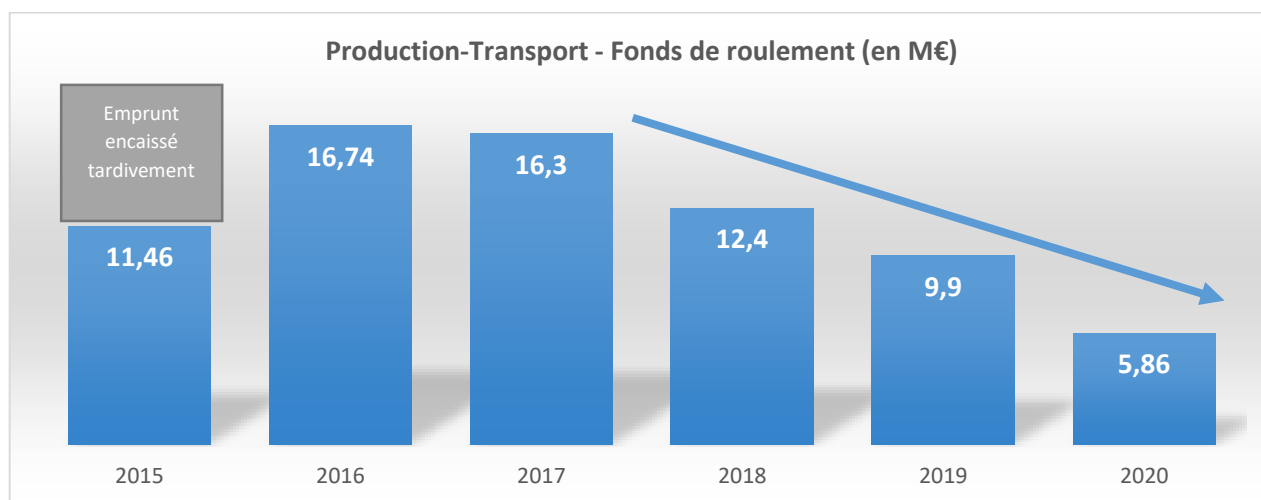
- **Revaloriser la part proportionnelle des tarifs jaune et vert**, à hauteur de 6 % par an, sur la période 2016-2021. Le contexte de l'époque mettait en avant que, pour certains contrats, l'évolution des charges engendrait des reversements à Eau du Morbihan négatifs pour certaines tranches de consommation des gros et très gros consommateurs.
- **Créer une tranche de consommation 0-30 m³**. Cette nouvelle tranche répondait aux attentes des représentants des associations de consommateurs siégeant en CCSPL, désireux de favoriser les petits consommateurs, notamment les personnes seules. Il convient de noter que cette tranche tarifaire s'applique depuis à l'ensemble des abonnés pour les 30 premiers m³ consommés.

Depuis la mise en œuvre de ces orientations, les tarifs applicables aux petits et moyens consommateurs du service de Distribution ont très peu augmenté. En particulier, depuis 2 ans, la majorité des abonnés n'a pas connu de changement de tarif puisque seule la part consommation de la tranche + 500 m³ / an du tarif bleu s'est vue grevée d'une hausse de 2 % annuelle.

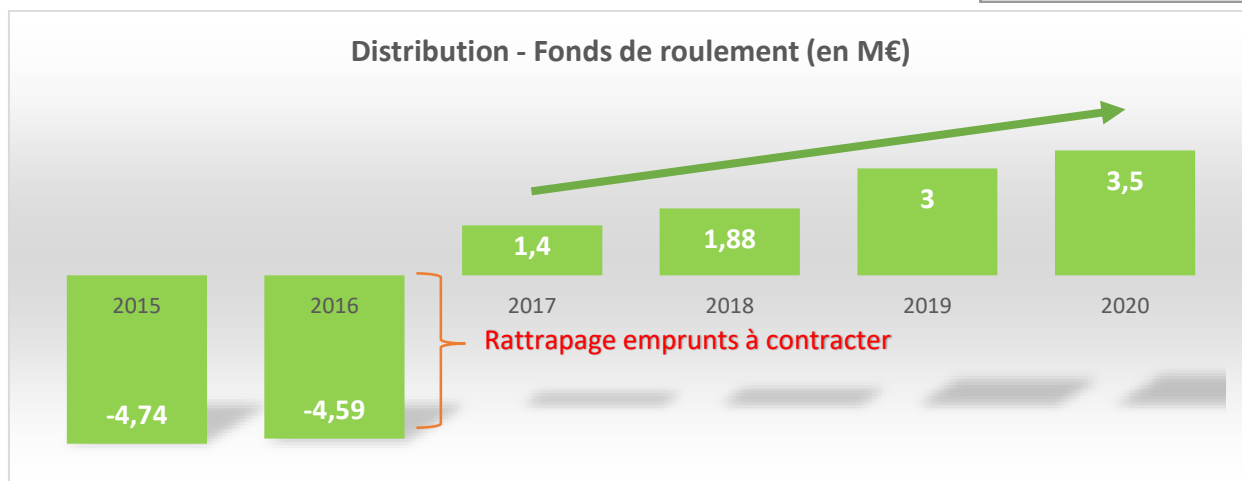
1.3.2 L'utilisation des marges de manœuvre

Les excédents antérieurs d'exploitation du Budget Production-Transport

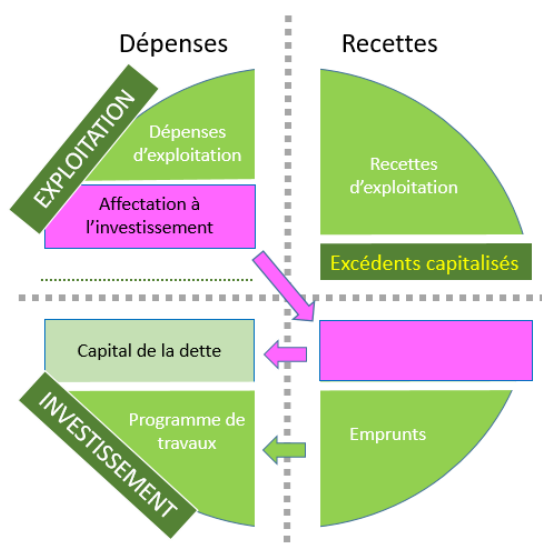
Fonds de roulement initial : somme algébrique de l'excédent ou du déficit reporté en fonctionnement, du solde d'exécution en investissement et de l'excédent de fonctionnement capitalisé, il correspond à l'excédent des ressources stables sur les dépenses stables du Compte Administratif.



Le budget bénéficie d'un important fonds de roulement historique, mais sa consommation depuis 2012 s'accélère. Principalement affecté au financement des investissements, il participe également à l'équilibre de la section d'exploitation, en compensation d'un TFEG et d'un volume de recettes de gestion insuffisamment élevés.



L'apparition d'un fonds de roulement est assez récente sur le Budget. Elle répond au principe que l'excédent d'exploitation est affecté uniquement au remboursement de la dette et que le financement des investissements est assuré en quasi-totalité par l'emprunt.



De ce fait, l'épargne nette (après remboursement de la dette) est capitalisée et contribue depuis quelques exercices à la constitution d'un fonds de roulement qui atteint 3.5 M€ au 31 décembre 2020.

Cette réserve peut contribuer dans les années à venir à augmenter le montant de l'enveloppe annuelle de travaux, pour répondre aux besoins du territoire.

1.3.3 Des recettes exceptionnelles

Deux recettes exceptionnelles pour des montants significatifs sont enregistrées en section d'exploitation sur le Budget Production-Transport.

Elles auront un impact significatif sur les résultats d'exploitation qui figureront aux Comptes Administratifs 2020 et 2021, bien que ces recettes soient destinées, de par leur origine, au financement de la section d'investissement.



- La première concerne une compensation financière versée par Lorient Agglomération dans le cadre de la répartition du patrimoine Production, suite au retrait des communes membres de l'Agglomération du SIAEP d'Hennebont-Port-Louis au 31 décembre 2011. En contrepartie de l'attribution de l'UP de Langroise, Lorient Agglomération verse une soulte correspondant à la valeur nette comptable du bien transféré, pour un montant de 1 647 802 M€. Dans le même pas de temps, Eau du Morbihan reverse la quote-part des résultats d'exercices du SIAEP disparu à l'Agglomération pour un montant de 893 786 €. Bien qu'en trésorerie, les versements sont enregistrés en fin d'année 2020, les écritures comptables correspondantes figurent au Budget 2021.
- La seconde recette exceptionnelle est issue de la compensation financière versée par Golfe du Morbihan Vannes agglomération, en contrepartie du transfert en pleine propriété à l'Agglomération de l'UP de Le Marais, consécutif au retrait du SIAEP de la Presqu'île de Rhuys de Eau du Morbihan. Le montant de la soulte, fixé à 333 096 €, est comptabilisé sur l'exercice 2020.

1.3.4 La recherche de financements extérieurs

Depuis 2015, le Département a mis fin au dispositif d'aide pour les travaux de Production et Transport d'eau potable. Avant cette date, il participait à hauteur de 20 % des travaux.

agence de l'eau Loire Bretagne

Jusqu'en 2015, l'agence de l'eau Loire Bretagne a été un acteur majeur des aides publiques sur les travaux réalisés par Eau du Morbihan, soit par le biais de subventions, soit par le mécanisme des avances remboursables (prêt à taux zéro). A titre d'exemple, l'agence de l'eau a participé aux projets suivants :



TRAVAUX	AIDES de l'agence de l'eau
Construction UP Mangoer 2	Avance remboursable 35 %
Feeder de sécurisation Pont-Lorois/Locmaria	Avance remboursable 35 %
Modernisation station Kergoudeler	Avance remboursable 35 %
Amélioration filière UP Tourlaouen	Subvention 40 %
Aménagement UP Barrégant	Subvention 35 %
Construction UP Bot Coët	Subvention 40 %
Construction UP Le Marais	Avance remboursable 35 % + subvention 35 %

Le 11^{ème} programme de l'agence de l'eau, sur la période 2019 à 2024, mobilise des fonds pour soutenir les programmes d'actions répondant aux enjeux du bassin Loire-Bretagne en matière de reconquête de la qualité des eaux et de solidarité urbain-rural.

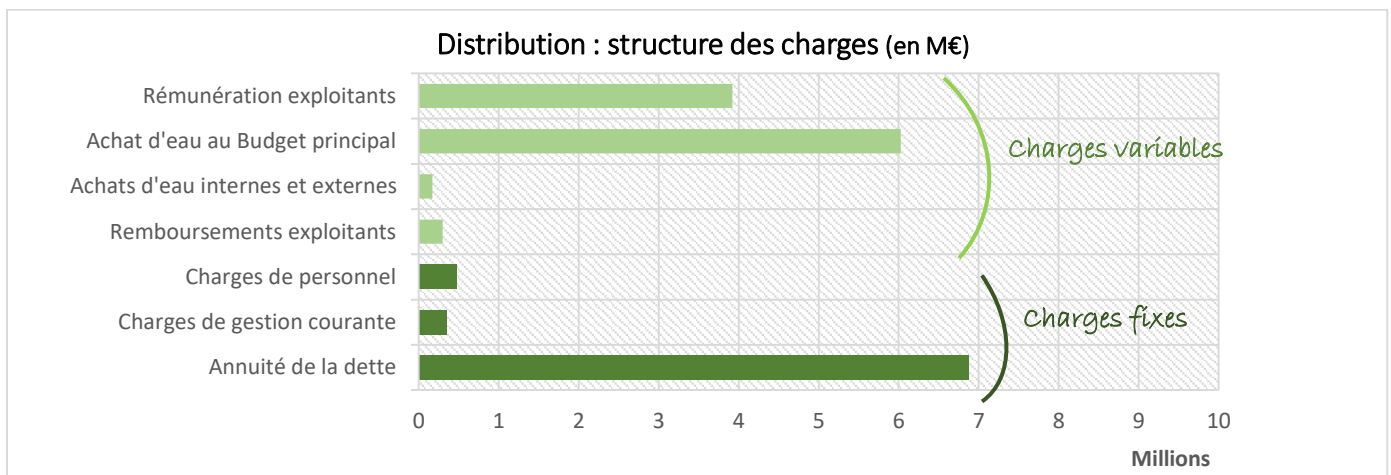
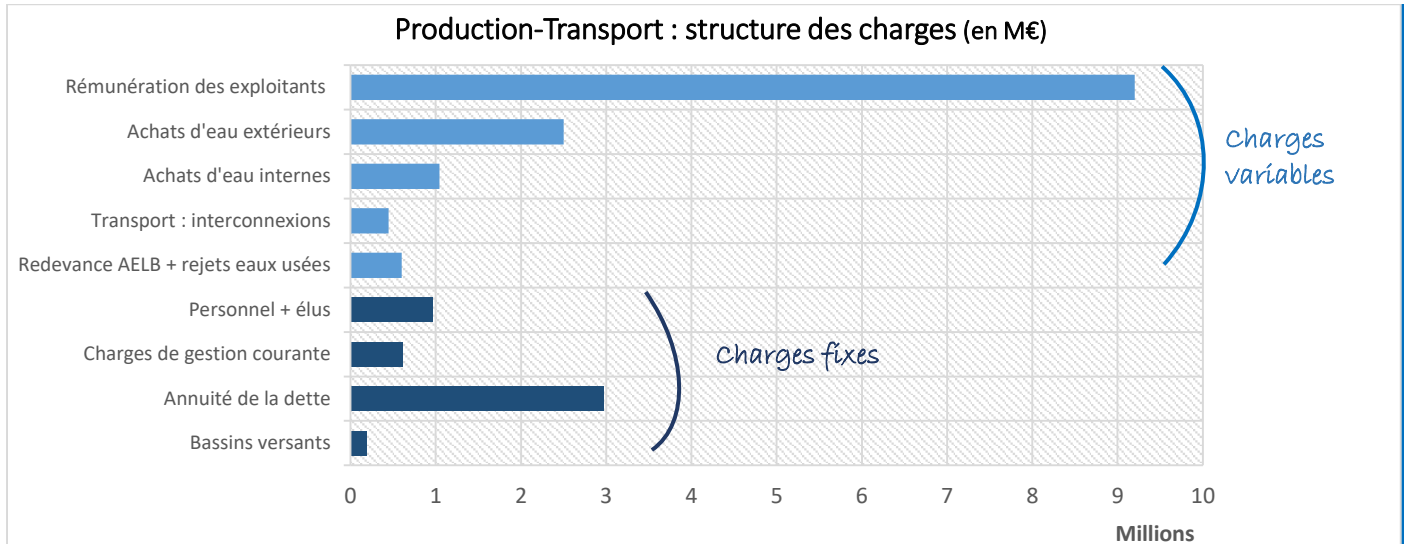
Concrètement, pour Eau du Morbihan, les domaines d'intervention de l'agence sont encore plus restrictifs et se limitent principalement aux périmètres de protection de captage (PPC), aux études d'amélioration des outils de Production, aux priorités sanitaires des équipements, à la campagne de lutte contre les CVM (Chlorures de Vinyl Monomère), à la gestion patrimoniale des réseaux de Distribution avec pour toile de fond les économies d'eau. A noter également que l'agence accompagne prioritairement les collectivités classées en zone de revitalisation rurale (ZRR).

Même si Eau du Morbihan s'est récemment vu confirmer l'éligibilité de ses programmes de lutte contre les CVM en 2020, avec un taux de subventions de 50 %, globalement les montants d'aides accordés aux investissements du Syndicat sont en chute libre, puisqu'ils ne portent plus désormais que sur de faibles montants de dépenses.

1.4 Des dépenses contraintes en exploitation de services

La rationalisation des dépenses passe obligatoirement par l'optimisation des charges fixes et des charges variables.

1.4.1 Structures des charges



1.4.2 Des charges fixes

Les charges fixes appelées aussi « charges de structure » sont les postes de dépenses qui ne varient pas en fonction du volume de l'activité du service.

- ✓ Les charges de personnel ne représentent que 4,7 % des dépenses réelles d'exploitation.
 - ✓ Les charges de gestion courante non liées à l'exploitation représentent 3,2 % de ces mêmes dépenses.
- Comme toute collectivité locale, Eau du Morbihan s'attache à maîtriser ces charges, cependant les marges de manœuvre restent très faibles.
- ✓ L'annuité de la dette (capital + intérêts) occupe une place importante au sein des budgets.
- L'optimisation financière de ce poste de dépenses dépend entièrement de la politique d'investissement conduite par le Syndicat.

En 2020, les frais fixes représentent sur les 2 budgets consolidés 34 % des dépenses réelles d'exploitation + annuités de la dette.

Lorsque l'on aborde la question des charges fixes, on s'intéresse au ratio de rigidité des charges structurelles. Ce ratio se calcule en effectuant le rapport entre les frais de personnel augmentés de l'annuité de la dette et les recettes d'exploitation. Le seuil d'alerte se déclenche si ce ratio est supérieur à 1,8. Eau du Morbihan présente un ratio quelque peu hors norme, malgré le poids du remboursement de la dette, puisque les charges de personnel ne pèsent qu'un peu plus de 5,5 % de ses dépenses réelles d'exploitation, là où elles pèsent en moyenne de 40 à 50 % dans les collectivités locales. En 2020, le ratio de rigidité s'établit à 0,23.

1.4.3 Des charges variables

Les principales dépenses concernent donc les charges variables qui sont conditionnées aux volumes d'eau produits et vendus au TFEG (Budget Production-Transport) ou mis en distribution et vendus aux abonnés (Budget Distribution) ; des dépenses qui conditionnent directement les recettes attendues.

- ✓ Les rémunérations des exploitants, qu'il s'agisse de Production, de réseau d'interconnexions ou de Distribution, sont encadrées par les contrats d'exploitation.
- ✓ Les achats d'eau sont également des dépenses encadrées par un prix au m³ contractuels pour les achats d'eau aux partenaires extérieurs (EPTB Vilaine, GMVA ou Lorient Agglomération) et au TFEG pour le budget Distribution.

Les seules charges variables qui ne sont pas directement rattachées à l'exploitation du service, concernent les partenariats financiers que Eau du Morbihan entretient avec les opérateurs de bassin versant ou accompagne dans le cadre de projets partenariaux. Toutefois, comme il est exposé dans le point 2 du présent rapport, le fruit de ces différentes collaborations s'inscrit dans une démarche engagée sur le long terme, et participe directement à la préservation et au maintien de la qualité de la ressource en eau sur le territoire.

1.5 Les Comptes administratifs prévisionnels

Les résultats présentés ci-dessous sont provisoires puisque les services ne disposent pas à la date d'édition du rapport, de l'ensemble des données financières du 4^{ème} trimestre 2020, que ce soit en dépenses ou en recettes, sur le Budget Production-Transport comme sur le Budget Distribution.

1.5.1 Budget principal Production-Transport

Les dépenses réelles d'exploitation devraient atteindre un taux de réalisation légèrement inférieur à 100% des montants prévisionnels inscrits au Budget Primitif. Pour les recettes d'exploitation, le taux de réalisation sera sensiblement supérieur 100 %.

En investissement, les dépenses d'équipement devraient se réaliser à hauteur de **82 %**, déduction faite de la provision de 4.5 M€ inscrite au Budget Primitif. Un acompte de 4.7 M€ (sur les 8 M€ de l'emprunt contracté) a été comptabilisé sur l'année 2020 pour l'opération de construction de l'unité de Production de Tréauray 2. Le solde de cet emprunt sera encaissé en 2021.

EXPLOITATION (en €)			
Dépenses	CA 2020	Recettes	CA 2020
	Prévisionnel		Prévisionnel
Charges générales d'exploitation	14 800 000	Recettes de gestion	19 073 000
Charges de personnel	1 317 000	Recettes exceptionnelles	708 000
Intérêts d'emprunt	375 000		
Charges exceptionnelles	30 000		
Régularisations	11 787 000	Régularisations	9 476 000
Amortissements actif	3 876 000	Amortissements subventions	903 000
total	32 185 000	total	30 160 000
		Excédents antérieurs	9 646 000
		total	39 806 000

INVESTISSEMENT (en €)			
Dépenses	CA 2020	Recettes	CA 2020
	Prévisionnel		Prévisionnel
Dépenses d'équipement	7 016 000	Subventions	56 000
Capital emprunt	2 856 000	Emprunts contractés	4 705 000
Amortissements subventions	903 000	Immobilisations financières	184 000
		Immobilisations en cours	126 000
		Amortissements actif	3 876 000
		Régularisations	2 100 000
total	10 775 000	total	11 047 000
		Excédents antérieurs	211 000
		total	11 258 000

RESULTAT D'EXERCICE PREVISIONNEL

Les régularisations ont pour effet de transférer un volume financier d'environ 2 M€ de la section d'exploitation vers la section d'investissement.

En exploitation, hors écritures de régularisations et opérations exceptionnelles, le résultat d'exercice serait négatif à hauteur de - 0.4 M€. A l'appui des excédents antérieurs reportés (9.6 M€), le résultat final constaté présentera encore un excédent de 7.6 M€

En investissement, la combinaison des régularisations, des dotations aux amortissements et de l'emprunt financeront largement les dépenses d'investissement.

Résultat d'exploitation	- 2 025 000
Résultat d'exploitation hors régularisations et opérations exceptionnelles	-392 000
Résultat reporté d'exploitation 002	9 646 000
Résultat exploitation final	7 621 000

Résultat d'investissement	272 000
Résultat d'investissement hors régularisations	-1 828 000
Résultat reporté investissement 001	211 000
Résultat investissement final	483 000

1.5.2 Budget annexe Distribution

Les dépenses réelles d'exploitation hors virement à la section d'investissement seront réalisées en 2020 à hauteur de **99 %** du Budget Primitif. Pour les recettes d'exploitation le taux de réalisation devrait avoisiner le taux de **101 %**. En investissement, le remboursement du capital d'emprunt atteint 7,5 M€, tandis que les dépenses d'équipement devraient s'élever à environ 5.6 M€. Avec un niveau d'emprunts contractés de 5,5 M€ contre 7,5 M€ d'emprunts remboursés, la diminution de l'encours de la dette se poursuit.

EXPLOITATION (en €)			
Dépenses	CA 2020 Prévisionnel	Recettes	CA 2020 Prévisionnel
Charges générales d'exploitation	11 255 000	Recettes de gestion	20 400 000
Charges de personnel	620 000	Produits financiers	178 000
Intérêts d'emprunt	920 000	Produits exceptionnels	100 000
Amortissements actif	5 580 000	Amortissements subventions	667 000
total	18 375 000	total	21 345 000
		Excédents antérieurs	3 490 000
		total	24 835 000

INVESTISSEMENT (en €)			
Dépenses	CA 2020 Prévisionnel	Recettes	CA 2020 Prévisionnel
Dépenses d'équipement	5 590 000	Subventions	800 000
Capital emprunt	7 525 000	Emprunts contractés	5 500 000
Amortissements subventions	667 000	Immobilisations en cours	25 000
		Immobilisations financières	1 400 000
		Autofinancement	417 000
		Amortissements actif	5 580 000
total	13 782 000	total	13 722 000
Déficits antérieurs	904 000		
total	14 686 000		

RESULTAT D'EXERCICE PREVISIONNEL

En exploitation, le résultat d'exercice devrait s'élever à un peu plus de 2.7 M€. Ajouté au résultat des exercices antérieurs, le résultat final de la section avoisinerait 6.4 M€.

Résultat d'exploitation	2 970 000
Résultat reporté d'exploitation 002	3 490 000
Résultat exploitation final	6 460 000

Une partie de ces excédents viendront couvrir le résultat déficitaire de la section d'investissement, estimé à un peu moins de 1 M€ et les restes-à-réaliser évalués à environ 1,2 M€ de dépenses.

Résultat d'investissement	- 60 000
Résultat reporté investissement 001	-904 000
Résultat investissement final	-964 000

2 ORIENTATIONS STRATEGIQUES

Envoyé en préfecture le 03/02/2021

Reçu en préfecture le 03/02/2021

Affiché le 02/03/2021

ID : 056-255601072-20210202-CS_2021_004-DE



Au-delà de cette rétrospective rappelant la politique passée de Eau du Morbihan et expliquant le contexte financier actuel, le DOB est également l'occasion de se projeter, non seulement sur des questions budgétaires, mais également sur des orientations stratégiques sur la qualité du service public que veulent porter les élus.

2.1 Fournir, à tous les morbihannais, de l'eau de qualité, en quantité suffisante, au juste prix, aujourd'hui et pour les générations futures

L'objectif général des services de Production-Transport et de Distribution porté par Eau du Morbihan, est de fournir aux morbihannais, à tout moment, de l'eau de qualité répondant aux exigences sanitaires, en quantité suffisante, au juste prix.

L'intervention de Eau du Morbihan repose sur des principes :

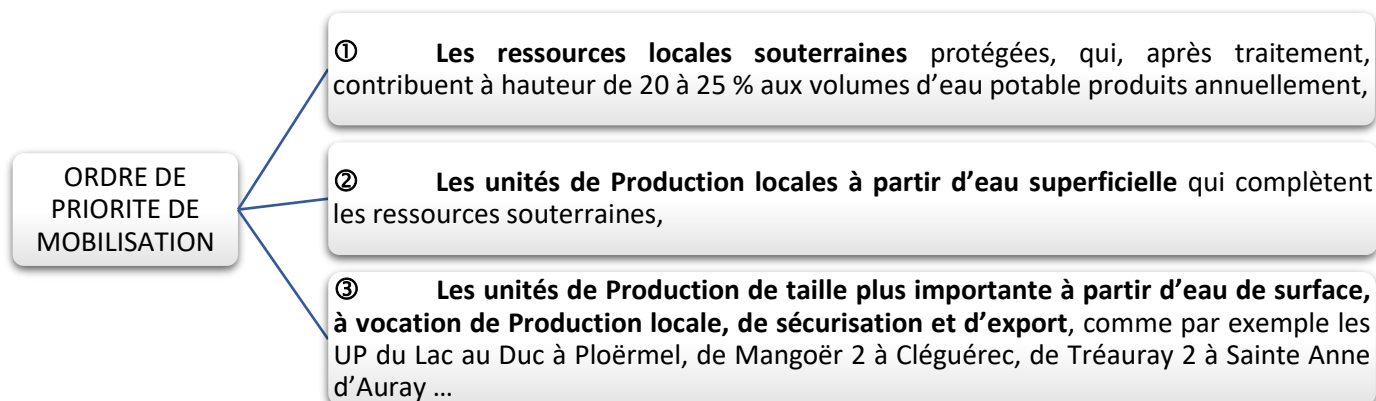
- **D'observation et de suivi**, au travers d'outils de reporting et le SIG (système d'informations géographiques), passant par la collecte et la fiabilisation des données,
- **De gestion quotidienne et d'adaptation** permanente des infrastructures et outils en place pour assurer la continuité et la qualité du service,
- **De prospective et d'anticipation** :
 - Tant sur la protection, la disponibilité de la ressource et la capacité du Syndicat à faire face aux besoins en tout point du périmètre,
 - Que sur le maintien, l'optimisation ou l'amélioration du patrimoine et des infrastructures, pour accompagner le développement des territoires et améliorer le service aux abonnés.

2.1.1 Ressource, Production, Transport et Sécurisation

Modalités de gestion

Ressource et Production

Annuellement, environ 25 millions de m³ d'eau sont produits par les unités de Production (UP) du parc géré par Eau du Morbihan. L'organisation de la Production repose sur 3 niveaux de ressources et d'UP.



Réseau d'interconnexions et imports

Cette organisation est possible notamment grâce au réseau départemental d'interconnexions, pilier de la sécurisation de l'alimentation en eau potable. Les objectifs sont :

- ➔ **De prévenir** et éviter tout risque de rupture d'approvisionnement en eau potable des abonnés, en cas d'arrêt programmé (entretien, travaux), ou non (pollution, panne électrique, sinistre) d'une ou plusieurs unités de Production du parc,
- ➔ **Anticiper** la mobilisation des ressources, afin d'assurer un remplissage optimisé des retenues avant la saison estivale et la période d'étiage,
- ➔ **Partager** la ressource disponible,
- ➔ **D'optimiser** la gestion des ressources en période d'étiage et en situation de crise.



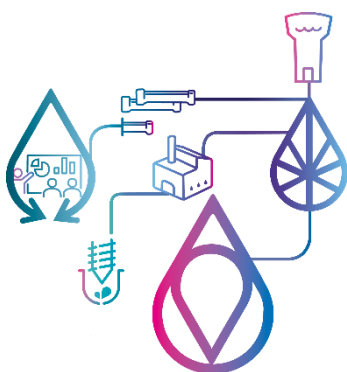
Les volumes produits par Eau du Morbihan sont insuffisants pour couvrir les besoins en période de pointe de consommation. Ils sont complétés par des importations à partir de collectivités non membres : l'EPTB Vilaine, Golfe du Morbihan Vannes agglomération, Lorient Agglomération, qui participent également à la sécurisation.

Enjeux et orientations

Cette gestion doit s'adapter aux nouveaux défis et enjeux. Nombreux et complexes, ils incitent à mutualiser et préserver la solidarité autour de l'eau :

- **Evolution démographique et économique, et changement climatique**, susceptibles d'augmenter la pression sur la ressource et les risques de conflits d'usages,
- **Renforcement des normes sanitaires** (polluants émergents, produits phytosanitaires), nécessitant des technologies de traitement plus poussées et engendrant une augmentation des coûts de traitement.

Pour répondre à ces défis, Eau du Morbihan doit poursuivre et renforcer :



- **La connaissance des besoins et des consommations**, dans une logique d'approche prospective, permettant d'identifier les évolutions nécessaires du service, tant en investissement qu'en exploitation. Le lien avec les territoires et les projets d'urbanisme et de développement doit ainsi être renforcé,
- **Les démarches visant les économies d'eau**, passant par des actions de sensibilisation des abonnés, des partenariats ou travaux de recherche,
- **La diversification des ressources**, afin d'assurer, dans le temps et dans l'espace, la juste mobilisation des eaux souterraines et superficielles,
- **La protection** de la ressource, non seulement par le biais des périmètres de protection de captage, mais également par une intervention renforcée en matière de lutte contre les pollutions diffuses des eaux brutes, et par la prise en compte des contraintes des milieux (passes à poissons, débits réservés, ...),
- **La sécurisation**, via une optimisation du réseau d'interconnexions et des stockages, ainsi que des partenariats avec les collectivités non-membres,
- **La performance des installations de traitement**, visant la limitation des pertes en eau, la durabilité des infrastructures et le respect des exigences sanitaires.

2.1.2 Distribution

Modalités de gestion

La distribution de l'eau auprès des abonnés doit également répondre :

- **À une logique de continuité et de qualité du service**, basée sur des moyens mutualisés, une expertise et une économie d'échelle permis par la dimension du service, comptant plus de 114 000 abonnés (RPQS 2019),
- **Aux besoins de développement** des territoires.

La connaissance poussée des infrastructures et des contextes locaux, permet :

- De cibler les investissements pour **une gestion patrimoniale optimisée**, prenant en compte les enveloppes budgétaires disponibles et s'inscrivant dans une anticipation et une prévision des programmes d'investissements,
- D'**investir** plus de 60 €/abonné et par an pour renouveler les réseaux, les renforcer et les adapter aux besoins, et réhabiliter les réservoirs et organes du patrimoine de Distribution.

Enjeux et orientations

Outres les enjeux cités plus haut qui impactent également le service de Distribution de Eau du Morbihan, **le vieillissement du réseau et des infrastructures et le renforcement des exigences sanitaires** constituent les principaux défis à relever. Pour y répondre, Eau du Morbihan se doit de poursuivre les orientations engagées, à savoir :



- **Préserver** le bon niveau des indicateurs de performance,
- **Améliorer** encore la connaissance des réseaux, dans une logique de gestion patrimoniale,
- **Optimiser** l'exploitation et l'entretien des infrastructures : « faire durer »,
- **Investir et mettre en œuvre une politique volontariste de renouvellement**, passant par de nécessaires investissements, conséquents mais réfléchis et adaptés à l'état du réseau, aux besoins futurs et aux exigences sanitaires.

2.1.3 Exploitation

Modalités de gestion

L'exploitation du service recouvre les interventions techniques permettant le bon fonctionnement en continu des infrastructures et la « gestion clientèle » (demande de raccordement, facturation des abonnés, recouvrement, ...).

La qualité du service et la satisfaction de l'abonné passe par une exploitation rigoureuse et répondant à des objectifs précis, fixés et contrôlés par la Collectivité, qui reste le donneur d'ordre et le pilote du service.

Enjeux et orientations

Eau du Morbihan a jusqu'à présent fait le choix, majoritairement, d'exploitation externalisée. Dans ce cas, et dans la continuité des actions mises en œuvre, la qualité de l'exploitation passe impérativement :



- Par des cahiers des charges précis, avec des exigences techniques, des règles de rémunération incitant à la **performance**,
- Un **suivi et un contrôle** technique, administratif et financier poussé des exploitants,
- Des échanges permanents.

Au-delà de l'exploitation technique du service, Eau du Morbihan doit poursuivre et amplifier la priorité donnée :

- A la **collecte, la fiabilisation et la mise à disposition des données**, dans une logique de transparence,
- A l'**expertise**,
- A la **gestion clientèle** (délais d'intervention, facturation, recouvrement...).

Enfin, dans la perspective de simplifier, d'optimiser et d'économies d'échelle, il convient de poursuivre **l'objectif de convergence des échéances des contrats, par secteur**, afin de viser progressivement, l'atteinte de l'organisation cible des périmètres d'exploitation, tel que présenté lors de la réunion du Comité Syndical du 8 décembre 2020.

2.2 Eau du Morbihan = un outil de mutualisation du service de l'aménagement et du développement des territoires

Pour l'avenir, les enjeux sont d'importance, et nombreux : gestion patrimoniale, renforcement des normes de potabilité, adaptation au changement climatique et à l'évolution démographique, économies d'eau et gestion de la ressource, recouvrement, tarification, qualité de l'eau brute et objectif de bon état des eaux et protection de l'environnement...

Dans ce contexte, il est indispensable de « jouer collectif » et de disposer d'une vision globale sur la disponibilité des ressources et la demande en eau, à grande échelle, pour définir et mettre en œuvre une stratégie et une politique de gestion : de par sa taille, son périmètre et son historique, Eau du Morbihan a développé la mutualisation des moyens techniques et financiers, ainsi que l'ingénierie indispensables pour relever ces défis, dans un esprit de solidarité entre les territoires.

2.2.1 Une politique d'investissement ambitieuse pour faire face aux enjeux, et des tarifs soutenables et durables

Les enjeux et défis des années à venir vont nécessiter des adaptations des infrastructures des services de Production, Transport et Distribution. Pour y faire face, la politique d'investissement de Eau du Morbihan doit rester ambitieuse, et s'appuyer sur une gestion patrimoniale réfléchie et ciblée.

De fait, l'équilibre budgétaire devra passer par :



- Un **recours à l'emprunt maîtrisé**,
- Un **tarif d'eau aux abonnés équitable**, prenant en compte le caractère sensible de cette question aux yeux des abonnés et des consommateurs,
- Des **tarifs soutenables et durables**, qui permettent de faire face aux enjeux de sécurisation et de gestion patrimoniale,
- Une **stratégie tarifaire adaptée**.

2.2.2 Eau du Morbihan, acteur de la sécurisation pour tous les Morbihannais

L'expertise et le rôle historique d'acteur majeur de la sécurisation de l'alimentation en eau potable doit dépasser le périmètre de Eau du Morbihan, dans une **logique de collaboration et de mutualisation**.

En effet, face aux défis de la qualité et de la disponibilité des ressources, **Eau du Morbihan doit engager de réels partenariats avec les autres collectivités compétentes en Production**, par le biais non seulement de conventions d'échanges d'eau, mais également de réflexions autour de ces sujets communs que sont la sécurisation et la mutualisation des infrastructures. Cette approche globale doit s'inscrire dans un objectif de rationalisation de la dépense publique et de sécurisation, à l'échelle du Morbihan.

2.2.3 Eau du Morbihan : outils, partenaires et conseils

L'appui technique et l'expertise en Eau

La mise en œuvre de cette compétence Eau ne peut pas être « hors sol » : elle doit se construire pour et avec les territoires. C'est tout l'enjeu de la **Charte de gouvernance**, qui définit les modes de collaborations de Eau du Morbihan avec ses membres, ainsi que les engagements de chacun, dans le souci permanent de la **proximité avec le territoire et ses élus**.

A ce titre Eau du Morbihan entend apporter son expertise en matière d'alimentation en eau, dans le cadre des projets de développement ou d'urbanisation (SCOT, PLU, PLUi), au service de ses membres et des territoires.

Le développement de partenariats en matière de ressource, en lien avec le « grand cycle »

L'expertise et les missions de Eau du Morbihan peuvent être mises à disposition d'autres acteurs :

- Pour conduire leurs propres projets en lien avec la consommation d'eau et la ressource,
- Dès lors que les projets intéressent également le service d'eau potable et principalement les économies d'eau et la qualité.

Au-delà, la **qualité de l'eau brute et sa disponibilité constituent des enjeux majeurs**, pour lesquels Eau du Morbihan se doit de renforcer son implication, au titre de la ressource pour l'eau potable.

En la matière, les intérêts de Eau du Morbihan et des structures opérationnelles de bassin versant se rejoignent. Eau du Morbihan a donc tout intérêt à **faire appel aux structures compétentes, existantes et reconnues**.



Leur intervention sur les pratiques et la préservation de la qualité de l'eau dans les périmètres de protection et les aires d'alimentation des captages prioritaires, permettra une réelle complémentarité et subsidiarité ; il en effet préférable de s'appuyer sur l'expertise existante, plutôt que de faire appel à des prestataires ou à mener en propre ces actions de lutte contre les pollutions diffuses auprès des acteurs, notamment agricoles.

Ces partenariats sont à construire, notamment sur l'année 2021, et amplifier sur la durée du mandat, en application des modalités d'intervention votées par le Comité Syndical.

Vers une expertise et un appui, voire un transfert de compétence en matière d'assainissement

Afin de diversifier et renforcer son « offre de services » pour les membres, les statuts de Eau du Morbihan permettent de faire appel au Syndicat pour des missions d'appui technique en matière d'assainissement (conseil, renouvellement de contrat d'exploitation...) dès lors que Eau du Morbihan dispose des moyens et de l'ingénierie nécessaires, par le biais de convention d'entente ou de prestations.

Mais au-delà de cet appui ponctuel, Eau du Morbihan peut également mettre à disposition de ses membres le savoir-faire technique, administratif et financier, l'ingénierie, et l'économie d'échelle en matière d'assainissement, notamment en assainissement collectif.



En effet, en application des Lois NOTRe et Ferrand qui imposent le transfert de compétence des communes vers les Communautés de communes au plus tard en 2026, cette prise de compétence de l'assainissement, son exercice en propre ou son transfert, constituent un enjeu majeur du mandat pour nombre de Communautés de communes.

De par son expérience en matière de SPIC (service public industriel et commercial), et des compétences déjà existantes au sein du service (conduite d'opération, marchés publics, contrats et contrôle d'exploitation), Eau du Morbihan peut également porter cette compétence, pour le compte de ses membres.

Cette possibilité de transfert doit être portée à la connaissance des Communautés de communes et communes, qui restent, bien évidemment, les décideurs.

3 LA TRAJECTOIRE BUDGETAIRE SUR LA PERIODE 2021-2025 AU SERVICE DES ORIENTATIONS STRATEGIQUES



Afin de mettre en œuvre ces orientations stratégiques, et en l'état de la situation 2020 rappelée en 1^{ère} partie de ce rapport, des moyens financiers sont nécessaires, selon une trajectoire à moyen terme.

3.1 Maintenir les indicateurs financiers « au vert »

3.1.1 Gestion du risque et évaluation de la performance

Le concept de risque financier est couramment adopté par de nombreuses collectivités locales. En revanche, la notion de performance financière demeure encore peu utilisée, en raison du caractère non lucratif des administrations françaises, qui rendrait sans intérêt toute évaluation en termes de rentabilité financière. Mais son statut de service public industriel et commercial confère à Eau du Morbihan une certaine légitimité à se reposer sur des ratios de performance financière comme le font les entreprises du secteur privé.

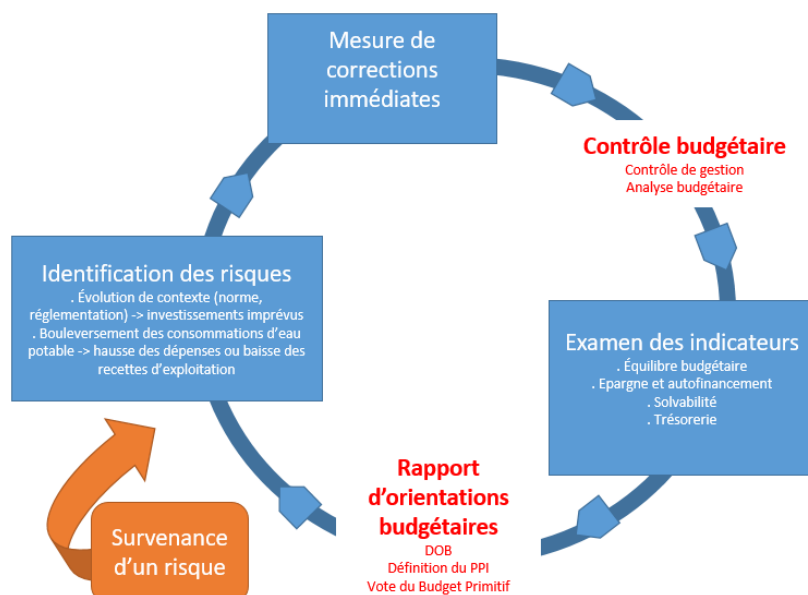
De manière simplifiée, le principe consiste à examiner simultanément 2 aspects distincts mais complémentaires :

- La balance des avantages et des coûts pour les membres et abonnés du service,
- La capacité du Syndicat à respecter l'équilibre budgétaire à court et moyen terme.

Ainsi, le contrôle budgétaire réalisé pendant l'année et plus encore en fin d'exercice, ne constitue pas le seul outil de pilotage de Eau du Morbihan. En effet, la mise en place d'indicateurs de performance tels qu'ils sont présentés dans les Rapports sur le Prix et la Qualité du Service (RPQS) permet de contre balancer le poids du financier dans l'approche de la qualité du service et la satisfaction des membres et des abonnés. Le rapport d'orientations budgétaires doit s'inscrire pleinement dans cette démarche conjuguée de gestion du risque et d'évaluation de la performance, car l'une de ses missions est bien d'apporter aux élus tous les éléments utiles pour leur permettre de prendre les meilleures décisions pour l'avenir.

La gestion du risque

Schématiquement, le contrôle budgétaire s'articule ainsi :



La démarche de gestion des risques permet aux collectivités locales d'améliorer la sécurisation de l'action publique garantissant ainsi la continuité et la qualité du service public. Si les risques sont fondamentalement les mêmes pour toutes les collectivités locales, en sa qualité de Syndicat mixte porteur de SPIC, Eau du Morbihan présente des particularités liées à sa forme juridique, ainsi qu'à l'exercice de ses missions de service public, la gestion de ses infrastructures, l'évolution de son territoire géographique, la croissance démographique morbihannaise, et les données socio-économiques.

Par ordre de priorité, l'analyse des indicateurs financiers porte sur :

- **La primauté de l'équilibre budgétaire** : il est défini par le maintien de la capacité à investir qui dépend elle-même de la capacité d'autofinancement et de la capacité d'endettement. Ces 3 capacités, interdépendantes, résultent des marges de manœuvre budgétaires définies annuellement et sur le moyen terme.
- **La solvabilité** : depuis 2013, sous l'impulsion des nouvelles réglementations européennes les règles prudentielles ont contraint encore davantage le recours au crédit. Les banques exigent des ratios prudentiels plus élevés, à la fois concernant la solvabilité et la liquidité.
- **La gestion de trésorerie** : elle est soumise à des contraintes opérationnelles fortes. Il existe souvent des décalages conséquents entre les décaissements (rémunération des exploitants, situations des marchés, ...) et les encaissements (TFEG, reversement des recettes abonnés, ...), ce qui engendre un risque de liquidité important. L'anticipation du volume de trésorerie peut vite devenir difficile.

L'évaluation de la performance

A la différence de ce qui se pratique dans le monde de l'entreprise, il ne s'agit pas ici d'examiner à la loupe une combinaison de ratios financiers, mais d'accepter qu'il y a compatibilité entre la notion de rentabilité financière et celle de service public.

Eau du Morbihan s'inscrit dans cette logique depuis toujours, au travers des analyses et missions conduites par ses services et les décisions prises par ses élus :

- Le fondement même du rapport sur le prix et la qualité du service (RPQS), présentant un certain nombre d'indicateurs, répond à cette logique d'analyse de la performance du service public ;
- La contrainte de rentabilité financière d'un investissement peut être évoquée explicitement comme une composante du choix de service public. Ne vaut-il pas mieux construire une nouvelle unité de Production qui génèrera des économies dans son exploitation, que de réhabiliter à moindre coût une usine existante ? Naturellement, la décision ne doit en aucune façon, être considérée comme une décision relevant d'un choix commercial, mais bien de service public ;
- L'instauration du critère de l'indice linéaire de perte (ILP) dans la répartition financière de l'enveloppe de travaux en Distribution répond à une logique de rentabilité de l'action publique conjuguée à une volonté d'harmonisation et d'amélioration de qualité du réseau ;
- Les critères de sélection des candidats dans les consultations pour l'exploitation des services de Production, Transport et Distribution relèvent autant de la performance attendue de la part des futurs exploitants (ILP, transparence, relation clientèle, ...) que de leur proposition financière.

3.1.2 Fixer des objectifs et une trajectoire budgétaire

A la lecture des bilans financiers des exercices passés et compte tenu des enjeux futurs, le constat est sans appel : le Budget Production-Transport nécessite une vigilance particulière et le Budget Distribution se porte relativement bien. Dans ce contexte, le principe mûrit de définir une trajectoire « mini – maxi » s'appuyant sur l'engagement de garantir de bons résultats de gestion qui permettront de financer les programmes d'investissements inscrits au PPI.



Si ta tendance générale se confirme, des mesures de redressement de l'autofinancement s'imposeront sous peine d'une dégradation accélérée de la situation en section d'exploitation, dans l'hypothèse retenue où Eau du Morbihan poursuit ses efforts d'investissement sur la période 2021-2025.

Il convient donc d'être particulièrement attentif à l'évolution du niveau d'autofinancement en maintenant le niveau et la dynamique de l'épargne de gestion pour préserver les équilibres futurs. Mais la situation pourrait encore s'accélérer en cas d'aléas négatifs sur la gestion courante du service, en cas de nouvelles contraintes sanitaires pouvant générer des travaux d'urgence imprévus, dont le coût pourrait s'avérer excessivement élevé.

Dans les prospectives construites en interne, malgré l'augmentation régulière du TFEF telle que présentée au point 3.3.1, une dégradation progressive du niveau d'épargne sur la période 2021-2025 est à craindre. Cette tendance pourrait se poursuivre encore après 2025.

Si définir un taux d'épargne brute plancher sur la période à venir ne semble pas la solution puisqu'il ne garantit ni le financement du capital de la dette ni celui des investissements nouveaux, en revanche, l'épargne nette, c'est-à-dire après remboursement de l'emprunt, constitue un indicateur précieux qui prend en compte le poids des investissements.

Proposition

Fixer un montant minimum d'épargne nette chaque année assurerait l'équilibre de la section d'exploitation, la couverture de la dette, mais également la capacité du Syndicat à

- autofinancer directement de l'investissement,
- ou rembourser des annuités d'emprunts supplémentaires.

Niveau mini épargne nette : 100 000 €

Budget Distribution : maintenir la stabilité financière



Stabiliser la situation financière

Le budget Distribution présente des indicateurs financiers qui n'appellent pas d'observations particulières. L'encours de la dette est conséquent mais l'annuité est largement couverte par l'épargne générée chaque année.

Proposition

Garder le cap en conduisant une politique tarifaire adaptée aux objectifs fixés par les élus, en tenant compte de l'augmentation des charges d'exploitation, du poids des investissements, de l'évolution des assiettes de facturation, et des enjeux économiques, environnementaux, technologiques, législatifs et réglementaires.

3.1.3 Préserver des marges de manœuvre

Définir un seuil de fonds de roulement sur le Budget Production-Transport



Le fonds de roulement se définit comme le résultat cumulé des 2 sections du budget en tenant compte des résultats antérieurs.

Sur le Budget Production-Transport, les excédents d'exploitation antérieurs constituent encore au 31 décembre 2020 un important fonds de roulement qui permet, outre de ne pas augmenter brutalement le TFEG, de financer partiellement les investissements. Ces excédents, parce qu'ils figurent au résultat budgétaire chaque année, rassurent les établissements bancaires et représentent un matelas de sécurité pour le Syndicat.

Pourtant, l'affectation chaque année d'une partie de ces excédents antérieurs à la section d'investissement, en complément des emprunts, réduit irrémédiablement le montant de cette enveloppe, qui pourrait disparaître en quasi-totalité à l'horizon 2025.

Proposition

Une gestion responsable du risque invite à conserver, dans la mesure du possible, un montant minimum de fonds de roulement. A la différence des entreprises privées, cette mesure ne répond pas à une nécessité de couvrir un besoin de fonds de roulement attendu, puisque l'ensemble des recettes et dépenses de l'exercice sont soit mandatées, soit rattachées à l'exercice correspondant. Pour Eau du Morbihan, cette mesure s'apparente davantage à provisionner pour les mauvais jours ou pour garder de la souplesse dans sa politique tarifaire.

Fonds de roulement : 2 centimes de TFEG soit environ 500 000 €

3.2 Un encours de dette qui doit rester maîtrisé

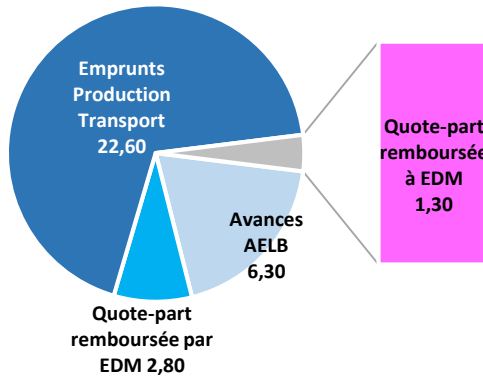
3.2.1 Un encours à la hauteur des ambitions du Syndicat en matière d'investissement

Situation au 31 décembre 2020

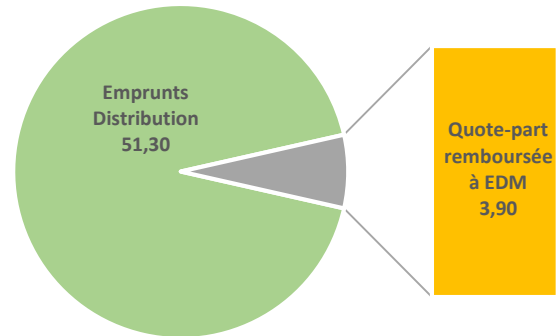
L'encours total de la dette atteint **83 M€**, réparti comme suit :

- Budget Production-Transport : 31,7 M€,
- Budget Distribution : 51,3 M€.

Encours Production Transport (en M€)



Encours Distribution (en M€)



La dette selon la charte de bonne conduite

En terme de risque, tous les emprunts sont classés en A1 (taux fixes ou EURIBOR). Aucun emprunt dit « toxique » ne figure dans la dette.

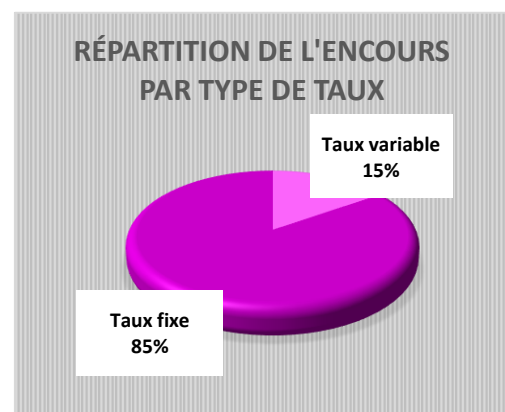
Risque de structure	A	100%				
	B		Risques faibles			Risques élevés
	C					
	D					
	E		Risques élevés			Risques très élevés
	F					
		1	2	3	4	5
		Risque sous-jacent				

Répartition par type de taux

Les emprunts à taux fixe représentent la grande majorité de l'encours.

La faiblesse relative des taux fixes (autour de 0,5 % sur 20 ans) et l'écart modéré entre taux fixes et taux variables n'incitent pas aujourd'hui à plaider en faveur du taux variable. Il y a plus de chances pour que les taux remontent dans les années à venir.

Le dernier emprunt contracté à taux variable date de 2017.



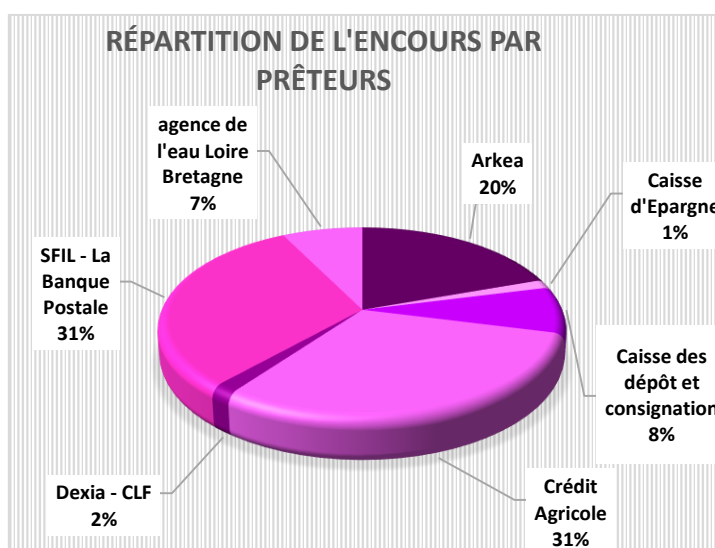
Organisme Bancaire	Encours au 31/12/2020	Nombre de contrats
Arkea	16 780 864	19
Caisse d'Epargne	1 218 152	11
Caisse des dépôt et consignation	6 707 434	3
Crédit Agricole	26 685 723	55
Dexia - CLF	1 351 643	20
SFIL - La Banque Postale	26 390 846	21
agence de l'eau Loire Bretagne	6 315 917	8
Sous-total	85 450 579	137
Quote-part remboursée par EDM	2 800 048	
Quote-part remboursée à EDM	5 236 392	
Total Général encours dette au 31/12/2020	83 014 235	

A noter que le nombre de contrats a été réduit en 2019 dans le cadre d'une campagne de compactage des prêts initiée par Eau du Morbihan avec le Crédit Agricole, réduisant le nombre de prêts dont l'extinction était supérieure à 3 ans.

Si pendant longtemps, le Crédit Agricole était le premier prêteur du Syndicat avec jusqu'à 54 % de l'encours, la répartition entre les acteurs s'est équilibrée au cours des derniers exercices.

On note que la Banque Postale figure parmi nos deux plus importants partenaires financiers mais avec un nombre de contrats plus réduit que son concurrent, en raison de prêts signés très récemment et pour de gros montants en capital.

En troisième position, la Caisse des dépôts et sa filiale Banque des Territoires proposent ces dernières années des offres intéressantes, mais qui ne sont pas toujours adaptées aux besoins de financement du Syndicat et qui manquent cruellement de souplesse en matière de procédure.



Evolution du taux moyen de la dette

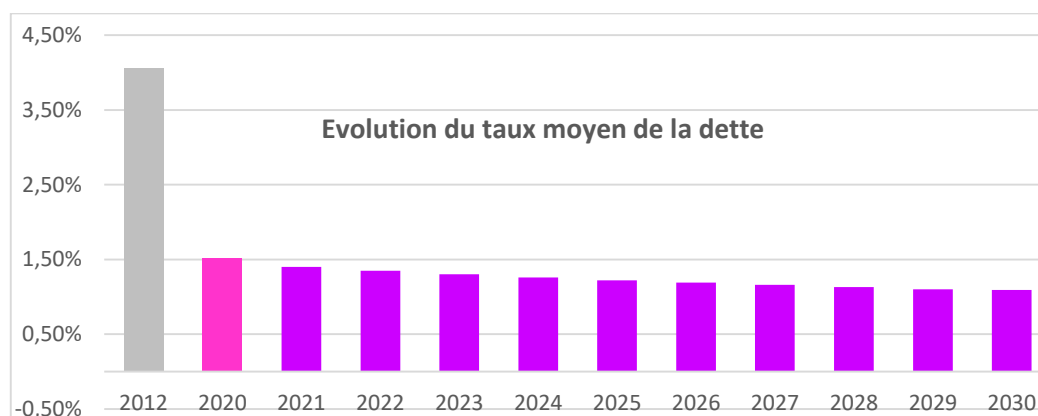
Le taux moyen de la dette est le taux d'intérêt moyen pondéré avec le capital restant dû de chaque prêt.

Eau du Morbihan profite pleinement des taux d'intérêt actuels historiquement bas comme en témoigne le résultat du dernier appel d'offres avec un taux fixe de 0,44 % sur 15 ans pour le financement du programme d'investissement en Distribution. Le coût de la dette bancaire, toujours aussi attractif au terme de l'année 2020, engendre un taux moyen de nouveau à la baisse, estimé à 1,48 %.

Eau du Morbihan devrait encore bénéficier de conditions financières exceptionnelles sur l'année 2021 au regard des taux anticipés toujours négatifs sur les taux monétaires, et proche de zéro sur le long terme.

Sur la durée, le taux moyen de la dette diminue peu, pour plusieurs raisons :

- Le taux moyen est déjà particulièrement bas,
- Les prêts à taux fixes les plus élevés ont disparu ou ne représentent plus qu'un faible capital dû,
- Les avances remboursables de l'agence de l'eau Loire Bretagne (taux fixe à 0%) disparaissent de l'encours avec les années.

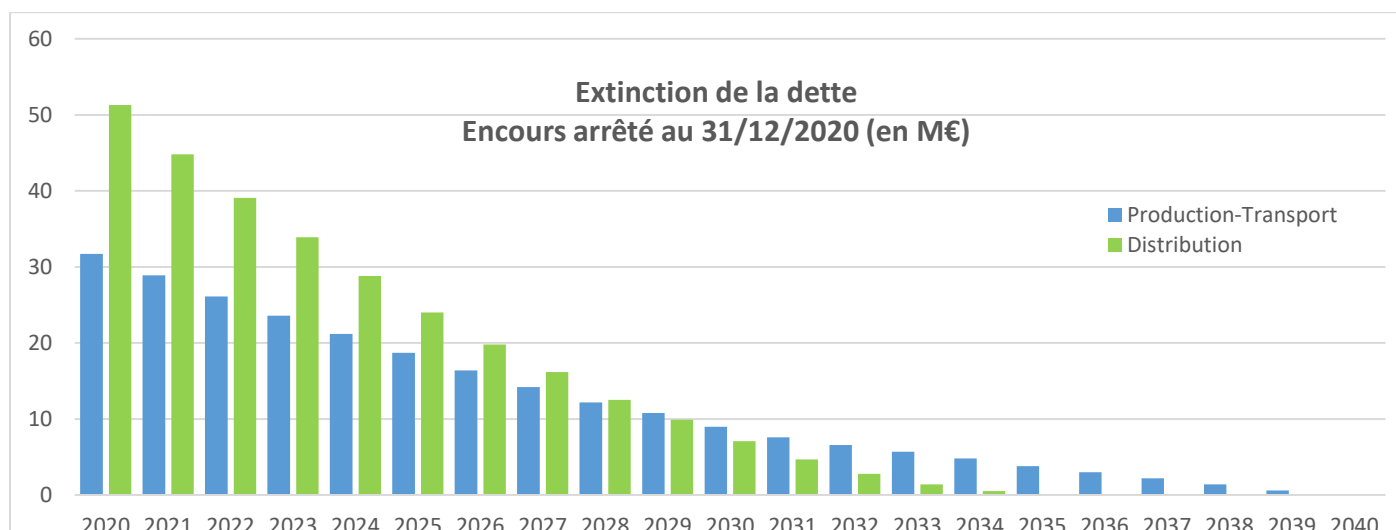


Extinction de la dette :

C'est la durée restant avant l'extinction des emprunts.

Pour le Budget Production-Transport, la courbe d'extinction arbore un profil linéaire décroissant, jusqu'en 2040, puisque les derniers prêts ont été signés en 2020 pour le financement de l'UP Tréauray 2 sur une durée de 20 ans.

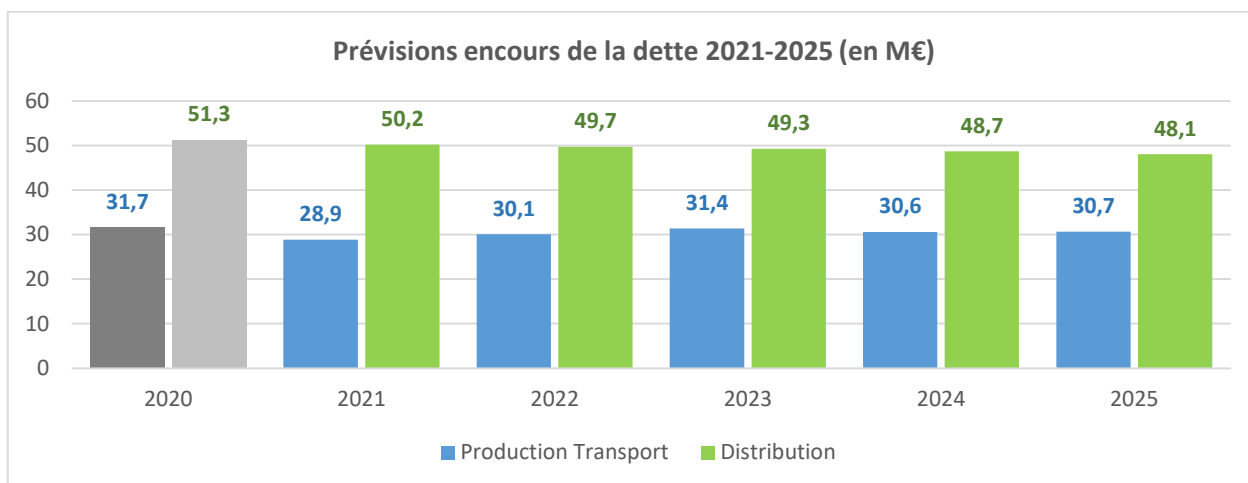
Pour le Budget Distribution, la courbe présente un profil d'extinction plus rapide dans la mesure où les prêts sont contractés en général sur une durée de 15 années.



3.2.2 Evolution prévisionnelle de la dette

Sur le Budget Production-Transport, le financement du projet de PPI 2021-2025 (objet du point 3.5.2) devrait permettre de tendre vers une légère diminution de l'encours en fin de période (inférieur à 31 M€), avant un nouveau recours massif à l'emprunt pour permettre le financement du programme de construction du feeder Baud-Brech sur la période suivante.

Sur le Budget Distribution, les simulations établies pour les années à venir, conduisent à penser que la part d'autofinancement des investissements devrait chaque année augmenter contribuant ainsi à réduire légèrement le recours à l'emprunt, diminuant ainsi l'encours de la dette sur la période à venir.

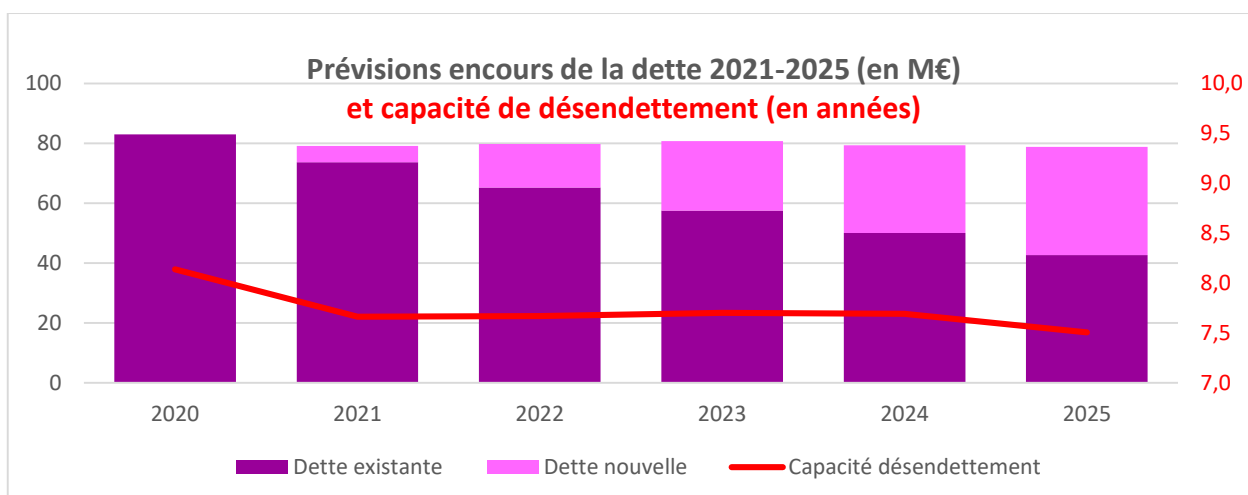


3.2.3 Conserver un ratio de solvabilité acceptable pour les partenaires

La Capacité de désendettement est le principal indicateur de solvabilité qui mesure le nombre d'années qu'il faudrait au Syndicat pour se désendetter totalement si elle y affectait l'intégralité de son épargne brute. Son mode de calcul est le suivant : encours de dette au 31 décembre / épargne brute au 31 décembre.

Un seuil prudentiel de 12 ans et un seuil critique de 15 ans, sont fixés par la Loi de programmation des finances publiques 2018-2022. Toutefois, les caractéristiques du SPIC dont les recettes sont-elles mêmes conditionnées aux dépenses, autorise le Syndicat à être moins contraint quant à l'interprétation de ces seuils.

Des retraitements sont opérés sur les données budgétaires brutes afin d'apporter une meilleure lisibilité sur la réalité de la situation financière du Syndicat. Les retraitements consistent pour l'essentiel, à exclure des calculs les dépenses ou recettes d'exploitation de nature exceptionnelle (cessions d'immobilisation, régularisations comptables, soultes) qui améliorent ou dégradent artificiellement les équilibres de la section.



3.3 L'évolution prévisionnelle des recettes d'exploitation et la politique tarifaire

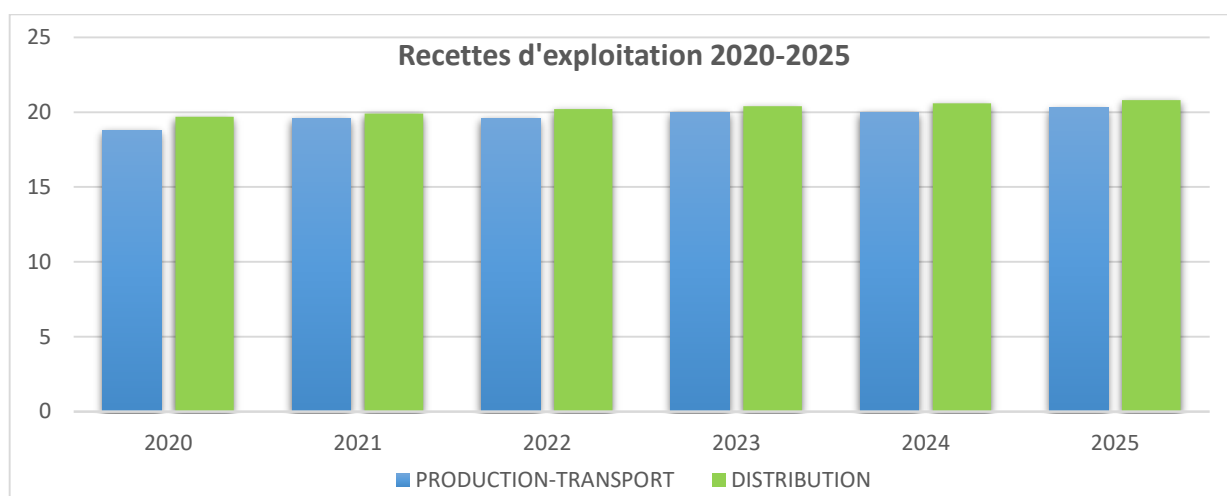
Envoyé en préfecture le 03/02/2021
Reçu en préfecture le 03/02/2021
Affiché le 02/03/2021
ID : 056-255601072-20210202-CS_2021_004-DE

D'une manière générale, l'évolution des recettes d'exploitation repose sur 2 facteurs :

- Les volumes d'eau,
- Le prix de l'eau.

Les projections financières sont construites en termes de volume sur la base d'une année de référence, au cours de laquelle les productions, ventes et consommations n'ont pas présentées de caractère exceptionnel en raison de conditions climatiques inhabituelles.

Dans une logique de réduction des consommations individuelles, les perspectives sont calculées à volume constant sur la période 2021-2025, mais avec une augmentation de la population de l'ordre de 1,5 %.



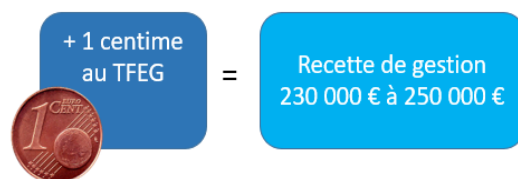
3.3.1 Evolution attendue du TFEG

Les arbitrages à intervenir à l'occasion du vote du TFEG dans les années à venir devront prendre en compte une double exigence :

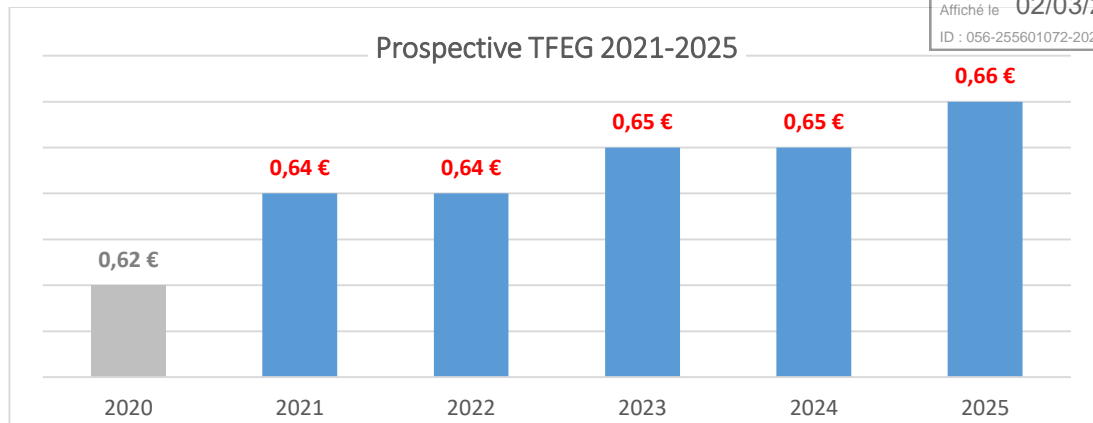
- Toute hausse du TFEG impact directement les budgets des services de Distribution,
- Dans un même temps, il est essentiel de porter une attention particulière au maintien d'un niveau d'autofinancement satisfaisant du Budget Principal.

Demain, le TFEG demeure l'un des principaux leviers d'optimisation financière du Budget Production-Transport et incontestablement, l'unique levier disponible en recettes d'exploitation.

A périmètre constant et sur la base d'une Production moyenne, l'augmentation du TFEG génère une augmentation des recettes de gestion quantifiable pour la réalisation des perspectives budgétaires. Ainsi, sur la base des volumes mis en distribution aux membres du Syndicat, une hausse d'1 centime d'euro engendre une recette estimée entre 230 000 € et 250 000 €.



La prospective budgétaire repose sur une évolution mesurée mais régulière du TFEG, nécessaire au maintien d'un certain équilibre de la section d'exploitation.



Cette évolution du TFEG sur les 5 ans à venir n'est présentée qu'à titre indicatif, mais préfigure dans les grandes lignes la politique tarifaire à construire, pour assurer l'équilibre budgétaire et le financement des investissements programmés au PPI.

3.3.2 Orientations tarifaires à destination des abonnés du service de Distribution

La situation financière du Budget Distribution, telle que présentée dans ce rapport, n'appelle aucun besoin de financement particulier. Si l'évolution de la grille tarifaire répond aujourd'hui à une logique d'harmonisation des prix entre les différentes catégories d'abonnés, elle ne constitue pas pour l'instant un enjeu financier majeur, pour l'équilibre budgétaire.

Les engagements pris par les délégués syndicaux à l'occasion de la délibération de 2015 sur les tarifs aux abonnés prenant fin sur l'exercice 2021, il appartiendra de définir une nouvelle trajectoire tarifaire en Distribution dans l'année à venir.

Pour construire les hypothèses d'évolution budgétaires à 5 ans, les projections tarifaires retenues sont les suivantes :

2022 à 2024

- Aucune augmentation de la part fixe,
- Augmentation de la part consommation tarif bleu tranche > 500 m³ : + 2 % / an,
- Augmentation de la part consommation tarifs jaunes et verts : + 2 % / an.

2025

- Aucune augmentation de la part fixe,
- Augmentation de la part consommation tarif bleu tranche < 30 et tranche 30-500 m³ : + 1 % / an,
- Augmentation de la part consommation tarif bleu tranche > 500 m³ : + 2 % / an,
- Augmentation de la part consommation tarifs jaunes et verts : + 2 % / an.

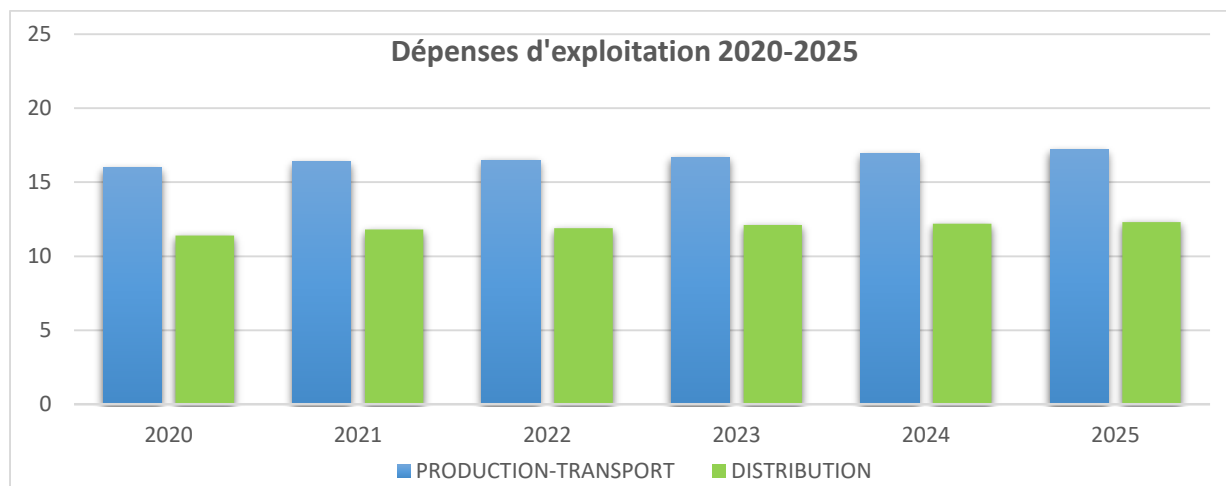
Ces éléments ne constituent pas une orientation mais simplement une information. Les projections tiennent compte des informations actuellement disponibles, des contrats d'exploitation nouvellement mis en place, à périmètre constant et sur la base des consommations moyennes observées.

3.4 L'évolution prévisionnelle des dépenses d'exploitation

Comme les recettes, l'évolution des dépenses d'exploitation repose sur les volumes d'eau et son prix.

Les projections financières tiennent compte des récents changement de périmètres, pour les compétences obligatoires Production et Transport notamment.

Par effet miroir avec les recettes, elles sont également calculées à volume constant.



Dans le Budget Production-Transport comme dans le Budget Distribution, les 2 composantes du chapitre Charges à caractère général reposent sur :

- La rémunération des exploitants,
- Les achats d'eau.

3.4.1 La rémunération des exploitants

Budget Production-Transport

- En Production, le poste de dépense « rémunération des exploitants » est difficile à estimer dans cette période où les nouveaux contrats d'exploitation sont progressivement mis en œuvre sur le territoire, avec des effets différés pour quelques secteurs et finalement, peu de recul sur leur mise en application. En plus des 4 nouveaux contrats (périmètres A, B, C et D), l'analyse financière repose encore sur 3 contrats en marchés, 9 contrats en délégation de service public et une régie sur Langonnet. La rémunération des exploitants représente financièrement le plus poste de dépense, avec un montant estimé à 9,2 M€ pour 2021.
- En Transport, le contrat d'exploitation du réseau d'interconnexions arrive à échéance au 31 décembre 2021. La dépense est estimée à 450 000 € pour 2021.

La prospective s'appuie sur une évolution annuelle moyenne de 1,5 % de la rémunération des exploitants constatée sur les derniers exercices.

Budget Distribution

Le contexte est similaire au Budget Production-Transport. Les nouveaux contrats d'exploitation (périmètres a,b,c,d) côtoient les anciennes délégations de service public. L'évaluation de cette charge est d'autant plus difficile que les nouvelles procédures de concession de service public à paiement public, excluent désormais l'achat d'eau des prescriptions imposées aux exploitants, diminuant ainsi le montant de la rémunération.

3.4.2 Les achats d'eau

Budget Production-Transport- achats d'eau extérieurs

En complément de l'eau produite par les installations du Syndicat, Eau du Morbihan achète de l'eau à l'extérieur. Ce poste de dépense « achat d'eau » est évalué pour répondre au besoin de l'ensemble du Périmètre de Eau du Morbihan, périmètre qui a évolué au 1^{er} janvier 2020.

Les achats d'eau auprès de l'EPTB Vilaine et de Golfe du Morbihan Vannes agglomération sont encadrés par des conventions d'achat ou d'échanges d'eau qui fixent les conditions, volumes et prix de la prestation. Une convention est à établir avec Lorient Agglomération.

Pour 2021, les estimations ciblent une dépense de l'ordre de 2,8 M€ pour les volumes d'importation suivants :

- EPTB Vilaine : 2.5 Mm³
- Lorient Agglomération : 1 Mm³
- GMVA : 0.95 Mm³

Budget Distribution - achat d'eau au TFEG

En 2021, et sur la base des estimations, le Budget Distribution achètera 10 Mm³ d'eau au TFEG au Budget Production-Transport.

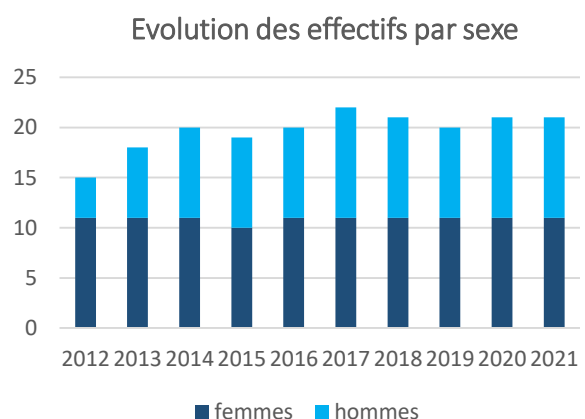
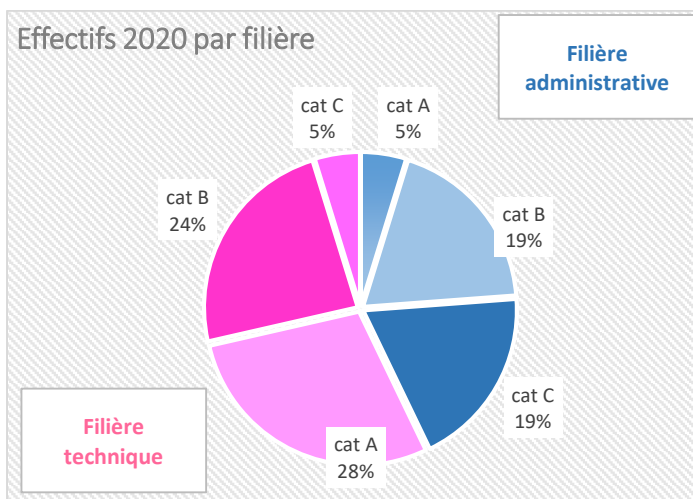
Ce poste de dépense est le plus élevé de la section d'exploitation. Dans les années à venir, il sera amené à augmenter encore puisque les nouveaux contrats d'exploitation, comme indiqué au 3.4.1, prévoient une prise en charge des achats d'eau en gros par le maître d'ouvrage et non plus par l'exploitant. Lorsque les derniers contrats d'exploitation en délégation de service public s'éteindront, tous les achats d'eau seront retracés sur le Budget Distribution.

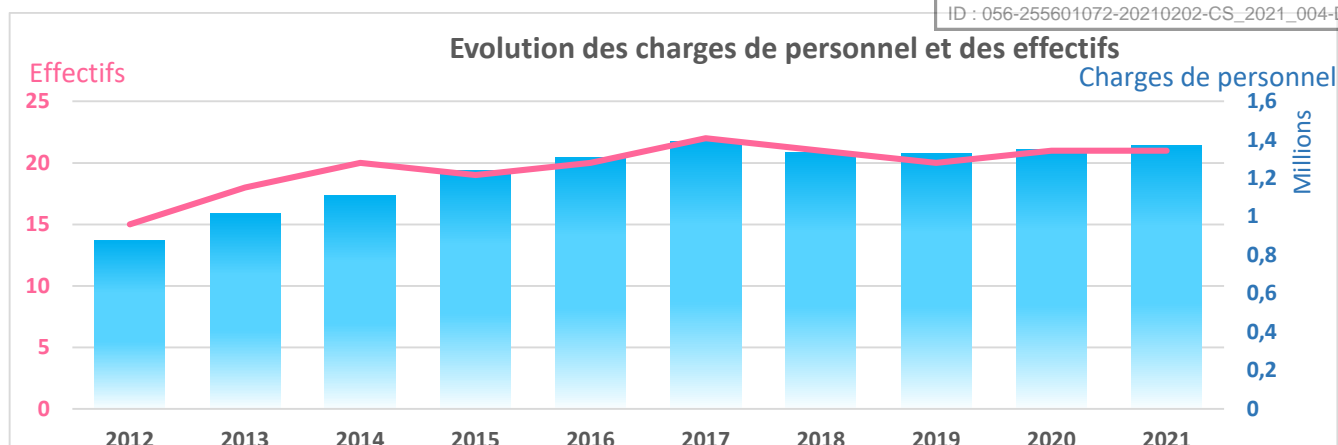
3.4.3 Focus sur les dépenses du personnel et l'évolution des ressources humaines

Au 31 décembre 2020, Eau du Morbihan compte dans ses effectifs 21 agents.

Les charges de personnel sont comptabilisées sur le Budget principal Production-Transport, et font l'objet d'un remboursement par le Budget Distribution pour sa quote-part, telle que définie par délibération du Comité Syndical du 8 décembre 2020. A noter qu'en plus du personnel permanent du Syndicat, les charges de personnel intègrent également les remboursements opérés auprès de collectivités, au titre de mise à disposition partielle de personnels techniques d'exploitation (Langonnet) ou de personnels administratifs en charge du secrétariat des commissions locales.

Les perspectives budgétaires sont réalisées à personnel constant, avec une évolution des charges de + 2 % par an.





3.4.4 Les partenariats

Conformément aux orientations fixées au point 2, Eau du Morbihan collabore avec les acteurs du Grand cycle de l'eau dans leur politique de protection des milieux. Les participations financières de Eau du Morbihan s'élèvent en moyenne à :

- Syndicat du Grand Bassin de l'Oust : 187 000 € / an,
- Bassin versant du Blavet : 30 000 € / an.

D'autres partenariats sont également mis en œuvre, en matière de gestion quantitative, pour environ 30 000 € /an :

- ECOD'O, porté par la CCI du Morbihan,
- De l'eau pour demain (BRGM, syndicats départementaux 22 et 35, Département 29),
- Centre permanent d'initiatives pour l'environnement (CPIE) de Belle-Ile en Mer.

3.5 PPI : Maintenir les investissements par la réalisation de projets structurants

La proposition de Plan Pluriannuel d'investissement 2021-2025 fait l'objet d'un tableau détaillé, joint au présent rapport.

3.5.1 Le PPI en Production-Transport

Production



En matière de ressources, dans la logique de diversification et de protection affichée, les projets visent :

- Des recherches en eau sur certains périmètres sensibles (secteur de l'Ellé par exemple),
- Des travaux de confortements des retenues et barrages, visant également la sécurité publique (exemple : barrage du Lac au Duc),
- La protection des ressources (clôtures, établissement des périmètres de protection, ...).

Les travaux et opérations sur les infrastructures de Production visent, en complémentarité avec la mobilisation des ressources et la sécurisation par le réseau d'interconnexions, à assurer la continuité de service et mettre en distribution une eau répondant aux exigences sanitaires en :

- Sécurisant les process de traitement et adaptant les filières à la qualité des eaux brutes prélevées (reminéralisation, matières organiques, produits phytosanitaires, métabolites pertinents, ...) et à leur disponibilité,
- Assurant la gestion patrimoniale des ouvrages (pompes, bétons, étanchéité, ventilation, ...),
- Sécurisant les sites contre les intrusions, les risques de pollutions ou de dysfonctionnements (protections, alarmes, ...),
- Améliorant le rendement et évitant les pertes d'eau (process, recirculation, ...),
- Limitant leur impact sur l'environnement (gestion des sous-produits, terres de décantation, lagunes).

Les opérations inscrites aux Plans Pluriannuels d'Investissement et constituant les priorités d'intervention, sont identifiées sur la base de l'expertise interne de Eau du Morbihan, s'appuyant notamment sur :

- Les résultats du contrôle sanitaire (ARS) et de l'autocontrôle des exploitants,
- Les visites et contrôles de site,
- Les propositions des exploitants au sein des RAD,
- L'expérience (observations et enseignements des gestions des épisodes de sécheresse ou d'événements particuliers – pollution, tension sur la ressource, pics de consommations).

A titre d'illustration, peuvent être soulignées :

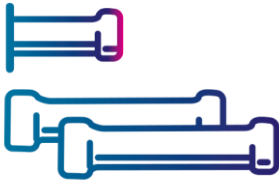


- La refonte de l'unité de Production de Toulteincq à Gourin, qui répond aux objectifs :
 - De diversification de la ressource (double filière eau souterraine/eau superficielle),
 - De protection de la ressource, en limitant les prélèvements dans l'Ellé aux périodes critiques et en optimisant le remplissage et la mobilisation des carrières de Gourin,
 - De sécurisation (doublement des organes stratégiques - pompes, groupe électrogène).
- La construction de la nouvelle UP de Tréauray 2, dite Ar'Chastell permettant, par une double barrière de charbons actifs, de traiter l'eau du barrage de Tréauray. Sa qualité variable dans le temps et pouvant être particulièrement dégradée, a engendré par le passé, des problèmes de goûts et d'odeurs. Cette construction répond également à un objectif de fiabilisation, compte tenu de la vétusté de l'UP actuelle, mise en service dans les années 60.

Transport

Les projets identifiés sont issus :

- De l'expertise interne, basée sur l'analyse rétrospective des épisodes passés, en matière de configuration du réseau d'interconnexions, pics de consommation, ou situations particulières,
- De l'étude de sécurisation validé par le Comité Syndical de Eau du Morbihan en 2015 (en cours de mise à jour en interne). Cette étude, à vocation de gestion quantitative des infrastructures de Production et de Transport, se base sur :
 - Une prospective des besoins,
 - Les capacités de Production existantes des unités de Production et des stockages,
 - Les capacités et contraintes hydrauliques du réseau d'interconnexions.



Elle a permis d'identifier notamment la nécessité de réaliser le feeder Baud-Brech, figurant pour une première tranche en fin du PPI 2021-2025.

Ce projet permettra d'optimiser la mobilisation des unités de Production du Blavet en période de pointe de consommations, et de limiter la tension actuellement observée sur le tronçon Kerpolican-Ville aux Vents du réseau d'interconnexions, compte tenu des besoins important de l'agroalimentaire en centre Morbihan.

- D'études et schémas portés par les membres de Eau du Morbihan, complétés ou renforcés par des études spécifiques menées par Eau du Morbihan.

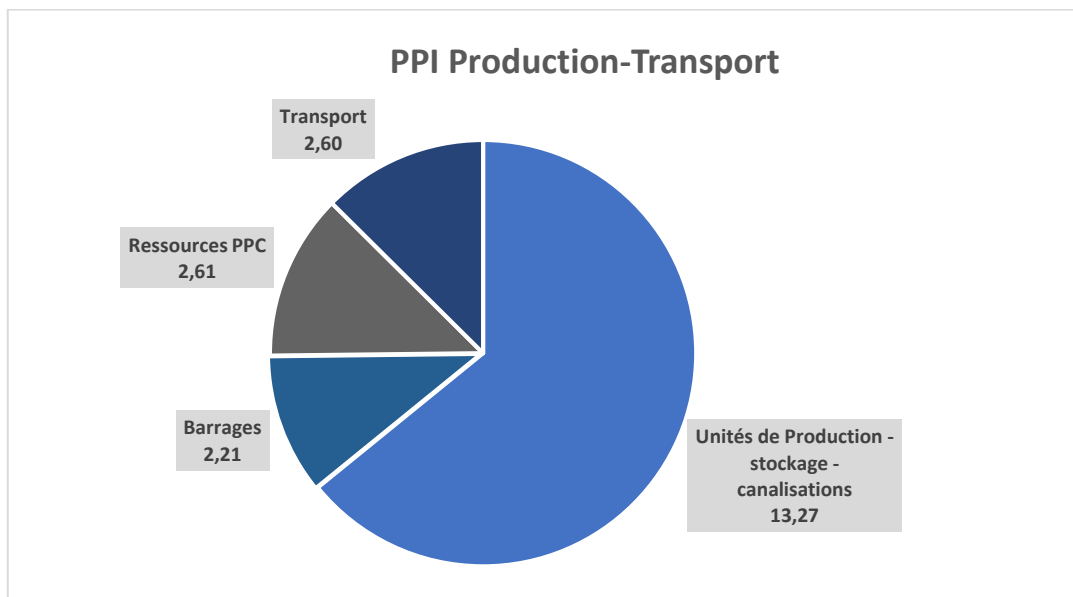
A ce titre, le besoin de renforcement de la sécurisation du secteur de Rohan a été mis en avant dans le schéma directeur de Pontivy communauté, et est en cours de précision dans une étude portée par Eau du Morbihan. Les premiers éléments mis en avant par cette étude et inscrits au PPI sont la nécessité :

- De sécuriser l'UP du Perthuis Rouge (Radenac) par la création d'une bache d'eau traitée,
- D'adapter hydrauliquement le réseau d'interconnexions en lien avec cette bache.

En chiffres

Le PPI 2021-2025 affiche un montant total de 18,6 M€, auquel il faut ajouter environ 2 M€ de restes-à-réaliser, soit un total de 20,6 M€.

Les travaux de modernisation et construction d'unités de Production représentent plus de la moitié du programme.



3.5.2 le PPI en Distribution



Pour répondre aux principes et à la stratégie générale de continuité, de performance et de qualité du service, les programmes de travaux visent à :

- Assurer une gestion patrimoniale des réseaux (renouvellement) et des réservoirs (réhabilitation),
- Renforcer les réseaux pour faire face aux évolutions en lien avec l'urbanisation et la consommation.

Ils s'appuient également sur l'expertise interne et sur :

- Une connaissance du patrimoine, au travers notamment du SIG. Une étude patrimoniale est réalisée et mise à jour en interne permettant, à partir d'une connaissance des périodes de pose, des matériaux, ... d'identifier les enveloppes et les priorités de travaux nécessaires,
- Les indicateurs de performance et notamment l'évolution de l'indice linéaire de perte,
- Les observations des exploitants au sein des RAD et l'analyse des maîtres d'œuvre,
- L'expertise des résultats du contrôle sanitaire et de l'autocontrôle des exploitants,
- Les visites de terrain.

Proposition d'évolution des dépenses d'investissement à partir de 2021



Les résultats prévisionnels d'exploitation et le fonds de roulement disponible au 31 décembre 2020 sur le Budget Distribution permet de programmer l'augmentation de l'enveloppe d'investissement sur la période 2021-2025, de l'ordre de 500 000 € / an, soit environ + 7 % .

L'affectation de cette enveloppe supplémentaire est à définir selon la priorité fixée pour le service :

- Augmentation des enveloppes travaux des territoires (renouvellement et gestion patrimoniale),
- Augmentation de l'enveloppe de travaux exceptionnels pour répondre à des opérations prioritaires,
- Affectation à un programme spécifique (programme d'intervention pour lutter contre le CVM, ...),
- Autre proposition.

En chiffres

Le PPI 2021-2025 en Distribution représente une enveloppe annuelle de 6,8 M€ et une enveloppe supplémentaire de 0,5 M€/an, soit un total de 36,5 M€ sur la période de 5 ans.

Dans un contexte de développement économique et démographique, ainsi que de changement climatique, il est indispensable de mutualiser les outils et moyens, de partager les ressources disponibles, dans une logique de préservation des milieux aquatiques, de continuité et de qualité du service.

Eau du Morbihan a pour objectif et vocation :

- De fournir aux abonnés de l'eau de qualité en quantité suffisante, à tout moment et au juste prix,
- De contribuer à l'aménagement et au développement des territoires.

Pour se faire, il doit :

- Jouer pleinement son rôle d'acteur historique de la sécurisation départementale en eau potable, pour l'ensemble de son périmètre, et au-delà, sur tout le Morbihan, dans une logique de mutualisation,
- S'inscrire dans une gestion quantitative de la ressource, passant par la mutualisation des infrastructures et la performance des équipements (rendements des unités de Productions, canalisations, ...), mais aussi par une meilleure connaissance des consommations pour cibler et accompagner les démarches d'économies d'eau,
- Assurer la qualité de l'eau desservie, non seulement par le biais de traitements performants, mais également par des actions de préservation et d'amélioration de la qualité de la ressource en eau brute,
- Mettre en œuvre ces axes prioritaires dans une logique de partenariat, de complémentarité et de subsidiarité avec les acteurs, tant les autres producteurs d'eau que les opérateurs de bassins versants, ou encore les chambres consulaires,
- Élargir son expertise au bénéfice des territoires, en proposant de porter, pour le compte de ses membres, les services d'assainissement collectif et/ou non collectif.



service public d'eau potable

27 rue de Luscanen • CS 72011 • 56 001 Vannes cedex
02 97 47 91 39 • contact@eaudumorbihan.fr • www.eaudumorbihan.fr